ISSN 1662 – 4599

12 septembre 2011
11e année
N° 36

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Mensonges et tromperies dans la partie de poker à propos de l'euro

par Eberhard Hamer, www.mittelstandsinstitut-niedersachsen.de

Une des causes profondes de l'actuelle crise financière est le fait que la Réserve fédérale américaine (FED) détient la souveraineté en matière de monnaie tout en étant un établissement privé appartenant à 13 banques dont la plupart font partie des groupes de la haute finance les plus importants du monde. Grâce à la FED, ces banques ont la possibilité de créer de l'argent et elles ont, au cours des 35 dernières années, multiplié par 40 la masse de dollars bien que le volume des biens ait seulement quadruplé.

L'escroquerie monétaire mondiale des propriétaires de la FED

Avec cet argent, elles ont pu acheter les matières premières mondiales (pétrole, métaux, etc.), acquérir la plupart des participations majoritaires des grandes sociétés de capitaux, des monopoles dans des secteurs entiers de la production, des services et des médias et, grâce à leur argent et au pouvoir du gouvernement américain, régner sur – le cas échéant faire chanter – la plupart des banques centrales du monde occidental, orienter la politique des pays satellites et organiser des révoltes destinées à éliminer les gouvernements rétifs (Afrique du Sud, Ukraine, Géorgie et maintenant Afrique du Nord).

La FED peut ainsi spéculer sur les taux d'intérêt et accorder sans limites des crédits. Dans leur avidité, les banques propriétaires de la FED ont créé de plus en plus de produits douteux et criminels non couverts et les ont vendus, la plupart du temps au travers de fonds, dans le monde entier pour que le volume monétaire en augmentation ne provoque pas d'inflation aux Etats-Unis. Ainsi, la bulle financière en dollars s'est produite pour 80% à l'étranger et a entraîné dans le monde entier un boom apparent et un excès de liquidités.

Gouverner sans le peuple?

«Aucun gouvernement, ni aucun bataillon ne pourra protéger le droit et la liberté si le citoyen n'est pas capable de sortir de sa maison et de voir ce qui se passe.» (Gottfried Keller)

L'UE ne serait plus disposée à négocier avec la Suisse de façon bilatérale; elle exigerait un lien institutionnel – c'est ce qu'on nous annonce vu du palais fédéral.

Lien institutionnel signifie tout simplement la reprise automatique du droit de l'UE. On ne peut s'empêcher de penser que les autorités fédérales se réjouissent de cette exigence effrontée; ce serait enfin une mesure permettant d'imposer à ce peuple rénitent de se montrer soumis et sans réactions, comme on le souhaite.

On n'arrive pas à digérer, à Berne, les deux dernières initiatives populaires qui firent du conseil fédéral des perdants. On s'y pose avec inquiétude la question de savoir si le peuple va prendre de plus en plus de distance par rapport à la politique d'assimilation du conseil fédéral. Gouverner deviendrait plus simple en s'appuyant sur l'aide de Bruxelles pour s'imposer à ce peuple ouvertement résistant.

R. Burger, redacteur mediawatch.ch

Source: mediawatch.ch n° 179/ août 2011

Christian Wulff, président de la République fédérale d'Allemagne

Des banques sauvent des banques,
Des Etats sauvent des banques,
Des Etats sauvent des Etats,
Mais qui sauve les sauveteurs?

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 27/8/2011

Cela rappelle les traites de cavalerie. Ces traites sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus importantes et de plus en plus répandues, mais jamais honorées. Les gagnants ont été ceux qui les ont émises, les groupes américains de la haute finance et leurs banques, telle *Goldman-Sachs*. (cf. notre ouvrage *Der Welt-Geld-Betrug*, Unna, 2010).

Protection des banques frauduleuses par leurs serviteurs politiques

Lorsque la grosse bulle financière américaine commença sous forme de crédits immobiliers non couverts et que la première banque (*Lehman-Brothers*) s'est effondrée, le ministre américain des finances *Paulson*, qui avait auparavant dirigé pendant dix ans la banque suspecte Goldman-Sachs, évita à ses collègues banksters (banquiers gangsters) le remboursement des produits financiers douteux en annonçant un plan de sauvetage de 700 milliards de dollars en faveur de leurs banques qui accordait ainsi la garantie de l'Etat à la crise financière, c'est-à-dire en faisait une crise financière publique. Il exigea des Etats vassaux qu'ils fassent de même, si bien qu'en Europe également un «plan de sauvetage» reprit les dettes toxiques des banques en les plaçant dans des «bad banks» ou grâce à des payements directs aux banques devenues insolvables. Depuis lors, on ne parle plus, dans le monde, de banques peu sérieuses responsables de la crise financière ou de crise bancaire mais de crises d'Etat et de dettes souveraines. Les grandes banques internationales ont évité la faillite en exerçant un chantage sur les politiques dociles pour qu'ils reprennent leurs dettes sur le dos des citoyens. Depuis lors, les dettes des banques sont nos dettes.

Après la signature de la loi sur le plan de sauvetage, l'ex-président allemand *Köhler* a démissionné de honte. Les autres politiques ne connaissent pas la honte et se soumettent docilement aux ordres de Washington ou de New York. Et on escroque les citoyens. On leur impose la rigueur (augmentation des allocations Hartz IV de 5 euros seulement) alors que l'on a dépensé des centaines de millions d'euros pour sauver les banksters internationaux, et cela uniquement pour gagner du temps.

La crise du dollar devient la crise de l'euro

En fait, la création de dollars par la FED était un problème américain. Les Etats-Unis avaient besoin chaque année de plus de 400 milliards de dollars pour financer leurs guerres, leur empire mondial et leur empire financier mondial. Lorsque la nouvelle se répandit peu à peu que les dollars n'étaient absolument pas couverts (fiat money) et que d'importants pays exportateurs de matières premières (p. ex. la Russie) n'acceptaient plus le dollar comme contre-valeur de leurs biens précieux, lorsque, en outre, l'abandon du dollar profita à l'euro, les Etats-Unis durent stopper ce mouvement de désaffection. Ils provoquèrent, au plus fort de ce mouvement, des crises de l'euro, c'est-à-dire qu'ils firent annoncer par leurs banques et les agences de notation qui leur appartiennent des crises de l'euro en dégradant des pays endettés de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal). Ainsi, ils détournèrent l'attention de la crise du dollar et la crise de l'euro se trouva au centre des problèmes financiers et le scénario de crise se déplaça des Etats-Unis vers l'Europe.

Des réseaux financiers criminels pilotent la crise de l'euro

Le surendettement de la Grèce n'est pas récent. Elle était déjà surendettée lors de son entrée dans la zone euro. A l'époque, la banque américaine Goldman-Sachs avait établi des bilans falsifiés et confirmé frauduleusement la solidité financière du pays. Depuis, la Grèce était devenue une des plus importantes bénéficiaires des subventions de l'UE sans que sa situation ne s'améliore le moins du monde. Le fait qu'on ait pris subitement conscience de son surendettement est dû à une manœuvre de Goldman-Sachs et de ses agences de notation visant à mettre un terme à la désaffection envers le dollar au profit de l'euro en faisant apparaître l'euro comme aussi peu solide que le dollar. Depuis, en Europe, s'accumulent les violations de statuts, de lois pénales, de traités et de constitutions commises sur l'ordre d'une puissance supérieure et sans conséquences pour les responsables:

- A l'automne 2010, la FED, grâce à la création illégale de 600 milliards de dollars destinée à compenser l'absence d'apport de dollars en provenance du monde, a sauvegardé la solvabilité des Etats-Unis. Cet argent est perdu.
- En septembre 2010, la Banque centrale européenne, «à l'initiative» du gouvernement américain et de la FED, a assuré l'apport nécessaire de dollars jusqu'en avril 2011 en rachetant illégalement 500 milliards de dollars et évité ainsi les pressions sur le dollar. En réalité, il s'agissait là d'une malversation aux dépens de l'euro car chacun sait que le dollar ne vaut plus rien. Quand on échange de l'argent sans valeur contre de l'argent qui a de la valeur, on est complice d'une escroquerie ou on la commet directement. *Axel Weber*, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne, n'a pas pu empêcher cela et a protesté en démissionnant.
- La Grèce avait plus de 360 milliards d'euros de dettes surtout auprès de banques françaises et américaines. Des assurances américaines couvraient encore le défaut de payement. C'est pourquoi *Obama*, *Trichet* et *Sarkozy* ont contraint agressivement *Merkel* à assumer la responsabilité partagée des dettes de la Grèce par le biais du «plan de sauvetage» afin d'éviter aux banques de devoir faire une croix sur leurs créances. Par conséquent, l'aide apportée à la Grèce était destinée aux banques. La Grèce ne s'en trouvait pas libérée de ses dettes. Sans ce chantage, Merkel et le gouvernement allemand n'auraient jamais osé commettre cette violation de la Constitution consistant à se porter garant de dettes étrangères et ils n'auraient pas imposé cela au peuple.
- Les banques françaises étaient les principaux créanciers de la Grèce et savaient que leurs crédits ne valaient plus rien. C'est pourquoi le président français a incité son ancien collègue bankster Trichet à racheter par la BCE pour 60 milliards d'euros d'emprunts grecs alors que c'était interdit par l'article 123 du *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* et constituait une escroquerie au préjudice des propriétaires de la BCE car ceux-ci ne sauraient que faire de titres sans valeur. La plainte que j'ai déposée contre Trichet n'a malheureusement pas pu être prise en compte par le Parquet car Trichet jouit de l'immunité. Il a même été récompensé de ses magouilles criminelles par le *Karls-Preis* à Aix-la-Chapelle et le *Weltwirtschaftspreis* à Kiel.
- Depuis une année, de l'argent allemand et européen est versé à la Grèce prétendument pour sauvegarder sa solvabilité et assainir ses finances. Mais en réalité, pendant ce temps, la quantité d'argent qui a fui la Grèce est plus importante que celle qu'elle a reçue au titre de l'aide, la situation du pays ne s'est guère améliorée, elle s'est même plutôt dégradée et les Grecs s'opposent à la rigueur et au désendettement qu'on exige d'eux. L'aide et la garantie financières que l'on demande aux citoyens de la zone euro – en particulier à l'Allemagne – n'ont rien amélioré. On n'a pas apporté d'aide aux Grecs mais aux banques internationales créancières. C'est une escroquerie aux dépens des contribuables.
- Depuis qu'Obama l'a morigénée au téléphone, Merkel estime que l'argent versé aux banques créancières de la Grèce est l'«unique solution possible». Malgré l'échec du premier plan de sauvetage, on engloutit de l'argent dans d'autres plans et Merkel aggrave les dettes de l'Allemagne au profit des banques créancières de la Grèce et cela dans un ordre de grandeur tel qu'elles ne pourront pas être remboursées en une génération et qu'elles vont encore peser sur l'avenir et les retraites de nos enfants.
- En juillet, les gouvernements européens sont tombés d'accord sur une nouvelle étape de leur haute trahison sous la forme du *Mécanisme européen de stabilité (MES)*. A la demande de celui-ci, ils se sont engagés de manière irrévocable et sans condition à mobiliser 700 mil-

Suite page 2

«Mensonges et tromperies dans …»
suite de la page 1

liards d'euros (article 8 du *Traité instituant le MES*) et, si nécessaire – cela étant décidé par le Conseil des gouverneurs qui n'a pas été élu et qui n'est soumis à aucun contrôle –, à augmenter à sa guise le capital initial (art. 10). Pratiquement, les gouvernements ont ainsi, après l'union monétaire, signé l'union de dettes et de garantie et ont même abandonné la souveraineté monétaire suprême à un Conseil des gouverneurs doté de pleins pouvoirs en matière de politique financière et échappant à tout contrôle. Le MES peut même racheter des emprunts d'Etat, effectuer des manipulations du marché des capitaux, contracter de nouvelles dettes et prendre des mesures de contrôle, toutes choses que notre gouvernement et notre Parlement avaient refusé jusqu'ici, essayant de sauvegarder ce domaine de souveraineté. Merkel, sans demander l'avis du Parlement a, en abandonnant nos derniers et plus importants droits souverains, transformé l'union de dettes et de garantie, contraire à nos droits souverains, en une union financière en inversant les rapports de force antérieurs: ce ne sont plus les Etats membres qui décident des finances, des dettes et des contrôles financiers de l'UE, c'est le «Bureau politique» de l'UE, c'est-à-dire le Conseil des gouverneurs du MES, qui fixe les besoins financiers, la reprise des dettes et les exigences envers les Etats membres, qui contrôle la politique financière de ces derniers et décide librement à qui on donne et à qui on prend de l'argent. Il en résulte que la souveraineté financière des Etats membres est abolie. Grâce à ce Traité, le Bureau politique de Bruxelles s'est définitivement emparé de la souveraineté financière des Etats membres et, en même temps, les gouvernements des Etats ont commis un crime de haute trahison envers leur Constitution et leurs droits souverains. Reste à espérer que le Bundestag mettra un frein à cette haute trahison, sinon un gouvernement allemand n'aura jamais lésé autant son peuple, aucun chancelier n'aura porté autant atteinte à la prospérité du pays.

Les intérêts en présence dans la partie de poker à propos de l'euro

Plus un phénomène est absurde plus les intérêts qui se cachent derrière sont puissants:

– Grâce à la crise de l'euro, les Etats-Unis peuvent gagner du temps et détourner l'attention de la crise du dollar. L'effondrement du billet vert ferait imploser non seulement leur empire financier mondial mais également leur puissance militaire mondiale (200 bases) et leur puissance économique. Ils subiraient (et cela arrivera) un effondrement identique à celui de l'empire soviétique mais ils n'y croient pas encore et ne songent pour le moment qu'à gagner du temps. C'est pourquoi ils attisent une crise de l'euro chaque fois que la crise du dollar s'aggrave.
– L'industrie financière américaine a accordé aux banques de crédit des garanties de bonne fin pour les crédits en souffrance – également les crédits grecs. Donc si les 360 milliards de crédits grecs ne valaient soudainement plus rien, l'industrie financière américaine rencontrerait de grandes difficultés de contre-garantie, voire serait menacée d'effondrement. C'est pourquoi les crédits doivent être maintenus, du moins en apparence, et la Grèce ne peut pas se déclarer en faillite.
– La BCE a plus de crédits pourris que de capitaux propres, si bien qu'elle est depuis longtemps une «bad bank». Par conséquent, si l'on présentait les crédits grecs comme aussi toxiques qu'ils sont en réalité, la BCE serait en faillite et devrait chercher du capital frais auprès des Etats membres. C'est pourquoi elle est catégoriquement opposée à toute responsabilité solidaire «privée» pour les crédits grecs et contre toute faillite d'Etat, car tous les deux dévaloriseraient ses crédits.
– Les principaux créanciers de la Grèce sont les Etats-Unis et les banques françaises. En cas de faillite et de dépréciation de la Grèce, elles subiraient des pertes si importantes que les Etats devraient les endosser. C'est pourquoi leurs gouvernements luttent si brutalement contre un assainissement de la Grèce au moyen d'une dévaluation, la seule solution appropriée qui d'ailleurs sera un jour inévitable.
– Les banques allemandes, avant tout des banques publiques, détiennent environ 20 milliards d'emprunts grecs. Ici, il faudrait dévaluer, c'est-à-dire que l'Etat devrait intervenir directement. C'est ce que craignent *Merkel* et *Schäuble* bien que cette aide directe à nos banques serait moins importante que l'argent versé à la Grèce pour les crédits qu'elle a obtenus de banques internationales. Il faudrait mener une enquête pénale visant les anciennes directions pour savoir pourquoi des établissements bancaires publics allemands ont acheté des emprunts grecs alors qu'ils n'étaient pas habilités à le faire.
– Le Bureau politique bruxellois essaie de manière particulièrement scandaleuse de profiter de la crise de l'euro pour s'arroger la souveraineté budgétaire et financière des Etats membres. Il veut mettre pratiquement la main sur le plus important droit démocratique des peuples, la souveraineté financière, en exerçant un contrôle sur les Etats endettés et, comme l'a déjà reconnu Trichet, introduire un superministère des finances européen, des impôts européens et des euro-obligations. Il s'agit de compléter la centralisation de l'Union européenne – qui a déjà son armée, un ministère des Affaires étrangères, la concurrence européenne – par des finances européennes. Les Etats membres seraient dégradés au rang de provinces obéissant aux ordres du pouvoir central, les parlements nationaux perdraient leur pouvoir et le Bureau politique de Bruxelles acquerrait un pouvoir dictatorial sans contrôle démocratique. Le «haut-parleur» autoproclamé de l'UE *Juncker* a expliqué comment le Bureau politique procède. «Nous prenons une décision, la faisons connaître et attendons de voir ce qui se passe. Si elle ne suscite pas des hauts cris, si elle ne provoque pas d'émeutes parce que la plupart des gens ne comprennent pas de quoi il s'agit, nous continuons, pas à pas, jusqu'à atteindre un point de non-retour.» Voilà comment on procède à la dédémocratisation de l'Europe et à la prise du pouvoir par la Commission politique de Bruxelles.
– Le fait que les chefs de gouvernement des 27 Etats membres de l'UE gèrent eux aussi l'union de dettes et de garantie aux dépens de l'Allemagne est lié au fait que 20 d'entre eux bénéficient durablement des paiements de l'UE provenant de l'Allemagne et que la moitié d'entre eux ne peuvent absolument pas rembourser les dettes qu'ils ont contractées en plus et sont donc d'accord parce qu'alors l'Allemagne doit payer et garantir des montants plus élevés. Aussi, lors de la dernière rencontre des chefs de gouvernement, Merkel était-elle isolée. Les pays de l'UE ne pouvaient pas comprendre que l'Allemagne ne soit plus disposée à tout payer sans discuter comme au temps de *Kohl.*

L'union de transfert est une escroquerie au préjudice de tous les Européens

L'article 125 du *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne* stipule sans ambiguïté qu'aucun Etat membre ne doit répondre des dettes d'un autre Etat membre. C'est d'ailleurs ce que présupposent la plupart des constitutions des Etats. Or les gouvernements soumis aux banques n'ont pas respecté les textes législatifs et se sont mis d'accord sur une mutualisation de la totalité des dettes, considérant qu'il n'y avait pas d'alternative. Merkel a été victime d'un chantage (cf. ci-dessus) et le Bundestag a été contraint d'approuver la mesure sans être informé à temps et de manière suffisante. A l'instar de tous les autres, nous avons dû accepter cette mutualisation, laquelle était avantageuse pour les pays qui reçoivent l'argent et qui sont de toute façon effondrés, mais catastrophique pour les pays donateurs. L'Allemagne doit non seulement verser toujours la part la plus importante mais également ce que les autres ne peuvent ou ne veulent plus payer. Et cela de manière irrévocable.

Maintenant, les citoyens européens doivent casquer pour des dettes étrangères que leurs gouvernements ont accepté de garantir en responsabilité solidaire sans justification. Ils en seront appauvris quelle que soit la solution adoptée:

– hausse d'impôts dans les pays donateurs,
– dévaluation des dettes au moyen de l'inflation (ce qui entraîne une dépréciation de la fortune des citoyens),
– réforme monétaire qui anéantit en partie la fortune et le revenu des citoyens de la zone euro ainsi que leur assurance-vieillesse.

L'Etat qui prend en charge les dettes d'Etats étrangers devra de toute façon payer un jour et s'appauvrira. S'il prend en charge de lourdes dettes, il les fera supporter aux générations suivantes.

Même les Grecs sont floués par le maintien des dettes de leur pays imposé par les banques: Si on les laissait assainir la situation au moyen d'une faillite d'Etat, un rééchelonnement de la dette et une monnaie à eux dévaluée, ils seraient à nouveau compétitifs pour le tourisme européen et auraient un avenir. En conservant leurs dettes, ils n'ont plus aucune chance de se refaire une santé financière, d'échapper à l'appauvrissement et à l'effondrement de leur économie.

La nouvelle forme de domination financière mondiale consiste en ce qu'elle ne soumet et ne pille plus les peuples par la force des armes mais qu'elle leur accorde des crédits excessifs afin de les dominer financièrement et économiquement au moyen des intérêts (asservissement aux intérêts des emprunts). C'est ce qui s'est passé avec la Grèce. Mais pour ne pas subir de pertes, les banques internationales ont fait en sorte que les pays surendettés ne puissent pas se déclarer en faillite et que les pays aux finances saines soient amenés à prendre en charge leurs dettes, c'est-à-dire qu'ils tombent également sous l'asservissement de la haute finance américaine. Quand la mutualisation des dettes prévue par le *Mécanisme européen de stabilité (MES)* décidé en juillet 2011 aura été adopté par les parlements, les dettes ne seront définitivement plus le problème des banques créancières mais uniquement celui des Etats débiteurs de l'UE, et en particulier de l'Allemagne.

On se rend compte ici que la nouvelle forme d'impérialisme et de suprématie mondiale de la haute finance américaine ne repose plus sur les baïonnettes mais sur des crédits accordés sans retenue avec de l'argent dopé, donc sur des dettes et leurs intérêts. Les intérêts sont les tributs payés par les pays asservis.

Le système est si intelligemment construit que les citoyens et les pays croient que les mesures sont prises dans un esprit de «solidarité européenne» alors qu'elles ne profitent en réalité qu'à l'impérialisme financier. C'est la raison pour laquelle la Grèce et les autres pays surendettés n'ont pas pu se déclarer en faillite tant que l'union de garantie n'était pas scellée. Après il pourra y avoir des faillites parce qu'à ce moment-là, à cause de la garantie des pays aux finances saines – elles ne nuiront plus aux crédits de la finance internationale.

Pourquoi avons-nous permis cela?

Dans la grande orgie d'endettement de la partie de poker à propos de l'euro, on a préparé le terrain en vue de la ruine économique future des participants. Les principales victimes économiques de ce jeu seront les citoyens allemands parce que l'argent acquis par leur sérieux au travail ne servira plus à financer les réalisations intérieures mais à payer les dettes de pays étrangers.

Suite page 3

La zone euro se brise – comme ce fut le cas de l'Union soviétique

selon Stephen King, économiste en chef de la banque HSCB (Hongkong and Shanghai Banking Corporation)

Il y a vingt ans, l'Union soviétique s'est dissoute. A vrai dire, elle se brisa, comme d'ailleurs la Yougoslavie, cet Etat multiethnique des Balkans, le tout ayant été enclenché lors de la Perestroïka. La Communauté des Etats indépendants (CEI) qui suivit ne fut qu'une entité sans vie propre. La Russie dut s'accommoder d'un pays réduit et d'une série de voisins à la volonté d'indépendance marquée. Le reste appartient à l'histoire …

On en vient maintenant, dans les milieux à la pensée rationnelle, à se demander si l'UE ne va pas connaître le même sort. Stephen King, économiste en chef de la grande banque internationale HSBC, parfois contesté pour ses façons radicales, a produit une étude au titre de «La zone euro se brise – comme ce fut le cas de l'Union soviétique». Pour lui, il ne fait aucun doute que le «Club Med», entendant par là la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie, devrait renoncer à l'euro. Il en va du «Club Med», avec la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie, comme alors avec le Communauté des Etats indépendants en 1993, pays tenus ensemble par le rouble alors qu'ils s'éloignaient de plus en plus les uns des autres politiquement et économiquement.

Ce fameux «Club Med» a utilisé les faibles intérêts du fait de l'euro comme source de subventions gigantesques allant dans les milliards. Malheureusement ce ne fut pas pour investir dans la productivité, mais bien dans la consommation, dans les œuvres sociales et des bâtiments historiques, ce qui n'aurait pas été possible à partir de leurs propres moyens! La question qui se pose est de savoir qui y mettra une halte-là. Qui aura le courage de faire sortir ces pays ayant des dettes permanentes de la zone euro, comme la Russie avait œuvré envers les Etats satellites en les expulsant de la zone du rouble? Dans l'Union européenne il y a des liens étroits entre les pays – encore – puissants économiquement, l'Allemagne et la France – et le reste de l'union monétaire …

Déjà apparaissent les premières fissures: la France est prise de faiblesse, les marchés financiers internationaux se mettant à douter de sa crédibilité. On pose déjà des questions quant à la qualité de membre de l'euro du pays concerné. Les effondrements boursiers dans les banques françaises sont plus qu'un premier signe alarmant. Le ver est dans le fruit! L'optimiste *Nicolas Sarkozy* devra bien cesser de nourrir les membres de l'Union européenne qui se trouvent constamment en difficulté …!

C'est aux faibles à sortir, avant d'entraîner à plus ou moins long terme les plus forts. On peut escompter qu'en France aussi se fera jour la volonté de trouver une solution radicale pour l'euro. Certains économistes l'ont déjà signalé: Si les faibles refusent de quitter, ce sera aux plus forts de sortir, ce qui signifie que l'Allemagne, la France, l'Autriche, la Finlande et les Etats du Benelux créeront une nouvelle communauté monétaire. Toutefois, il est encore trop tôt de parler déjà d'un véritable «euro du nord». On pourrait n'avoir affaire qu'à une association monétaire relâchée en un premier temps …

Source: Vertraulicher Schweizer Brief, nº 1296 du 24/8/11

Le centralisme appauvrit l'Europe

La diversité favorise la prospérité

par Hermann Otto Solms, député libéral (Allemagne)

Pendant les vacances, l'Europe devient une réalité particulièrement concrète. Les Autrichiens se rendent en Espagne, les Néerlandais dans la moyenne montagne allemande et les Allemands ne vont pas seulement à Majorque.

Nous autres Européens sommes curieux de connaître les coutumes des pays et leurs habitants. La richesse des langues, de l'architecture, de la littérature, de la musique, de la peinture et surtout la diversité culinaire sont impressionnantes. Cela n'existe pas aux Etats-Unis où tout est nivelé.

Je viens de Lich, localité située entre Wetterau et Vogelsberg, dans le district dont Gießen est le chef-lieu, en Hesse, en Allemagne, en Europe. Par conséquent, je suis un citoyen de Lich, de Gießen, de Hesse, d'Allemagne et d'Europe, et avec grand enthousiasme.

L'Europe est unie en raison de son histoire commune et de ses valeurs chrétiennes, par son attachement à la démocratie, aux droits humains, à l'Etat de droit, à la séparation des pouvoirs et, avant tout, à la liberté. Nous autres Européens aspirons à un niveau éducatif élevé, à des systèmes sociaux et sanitaires efficaces et à la prospérité. Il serait fallacieux de conclure de ces points communs que l'Europe doive évoluer vers un ensemble unitaire, car c'est justement la diversité qui fait l'Europe.

A l'idée de diversité est étroitement associé le principe de subsidiarité qui veut que lorsqu'un problème surgit, il revient à la plus petite entité de le résoudre et que seules les questions qu'on ne peut pas résoudre à ce niveau-là sont réglées à l'échelon supérieur. «Les petites unités viennent avant les plus grandes», «les affaires privées passent avant les affaires publiques» et ce qui est décentralisé a la priorité sur ce qui est centralisé.»

Siège de la Commission européenne à Bruxelles: «Il ne faut absolument pas déléguer les décisions à des commissions qui n'ont aucune légitimité et auxquelles le peuple souverain ne peut pas demander de comptes.» (photo reuters)

L'intégration européenne n'est pas un but en soi. Après les horreurs des deux guerres mondiales, il était juste, voire absolument nécessaire, de surmonter les anciennes rivalités et de créer un ordre pacifique stable. De nos jours, il nous faut également une politique de paix et de sécurité ainsi qu'une politique étrangère qui nous permette de parler d'une seule voix dans le monde. Depuis la fin de la guerre froide en tout cas et de l'élargissement de l'UE à l'Est, il s'avère que l'Europe doit se développer organiquement sur la base de la libre volonté de ses citoyens. *Wilhelm Röpke* a appelé cela l'«intégration par le bas». Dans la crise de l'euro, le principe de subsidiarité paraît passer au second plan: la souveraineté nationale est considérée comme une idée surannée. Or cela sape les fondements démocratiques sur lesquels repose l'Europe. La formation de l'opinion politique a lieu aux niveaux local, national ou européen. Les parlements sont l'endroit où sont prises les décisions légitimées démocratiquement. Il ne faut absolument pas déléguer les décisions à des commissions qui n'ont aucune légitimité et auxquelles le peuple souverain ne peut pas demander de comptes. Quiconque veut contourner les parlements ou limiter leur pouvoir mésestime les citoyens et met en danger la démocratie.

Les décisions doivent être prises à l'échelon politique qui assume la responsabilité des conséquences financières vis-à-vis des citoyens. Celui qui prend des risques, par exemple en adoptant un budget impliquant un endettement, doit en assumer la responsabilité. La rejeter au niveau communautaire constitue une violation non seulement du principe de subsidiarité mais aussi du principe démocratique. C'est d'ailleurs incompatible avec les critères d'efficacité économique. Ce qui, dans la crise de l'euro, est présenté comme un acte de solidarité va à l'encontre des principes fondamentaux.

En créant des moyens de rejeter sur les autres pays les conséquences de sa propre politique d'endettement, on incite les pays à se comporter d'une manière non solidaire et qui nuit à la stabilité.

La solution consiste à se souvenir des fondements de l'idée européenne: l'Europe ne peut rester forte et attractive que si elle manifeste sa cohésion vis-à-vis de l'extérieur et qu'elle entretient sa diversité à l'intérieur. C'est pourquoi nous devrions continuer à développer la politique étrangère et de sécurité commune. En outre, il s'agit d'imposer des conditions générales au marché commun et de fixer des objectifs macro-économiques communs. Il faudrait laisser aux parlements élus le choix des instruments destinés à atteindre ces buts. Toute autre tentative d'uniformisation conduirait à saper les responsabilités et serait un sacrilège envers la belle diversité de l'Europe. En uniformisant les divers pays d'Europe, nous mettrions en danger tout ce qui fait notre richesse. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Mensonges et tromperies dans ...»
suite de la page 2

Si les citoyens avaient percé à jour ce jeu scandaleux, il y aurait eu depuis longtemps dans le pays des manifestations de rue, voire une révolution. Le fait qu'ils n'aient pas remarqué à quel point on mettait en jeu leur avenir est dû à une manœuvre intelligente de la presse manipulée par la haute finance américaine. En effet, elle a désinformé systématiquement les citoyens:

Les politiques n'ont toujours dit qu'une partie de la vérité, commençant par contester tout ce qu'ils ont accepté plus tard.

En outre, ils ont toujours dissimulé les faits désagréables derrière la prétendue nécessité de la «solidarité européenne» et la bêtise qui consistait à se laisser exploiter par les banques nationales et les Etats membres de l'UE a été présentée comme une défense de «l'esprit européen» (Wolfgang Schäuble). On a désinformé la population en lui mentant, en la trompant, en l'induisant en erreur, en détournant son attention des problèmes et par des débats compliqués. A titre d'exemples mentionnons le premier plan de sauvetage, de 120 milliards d'euros, et le second, de 750 milliards auxquels la presse n'a consacré que quelques colonnes alors qu'elle a consacré pendant des semaines des pages entières à la catastrophe locale de Fukushima. Il fallait détourner l'attention de l'immense catastrophe financière intérieure au moyen d'une catastrophe étrangère beaucoup moins grave, et malheureusement, cela a fonctionné.

Que conclure?

Au cours de la partie de poker, notre peuple a été trompé par l'Union européenne comme jamais auparavant sans qu'il puisse faire quoi que ce soit:

– En violation de toutes les constitutions nationales et des traités européens, on a fait de l'union d'Etats souverains une union de transfert, de garantie et de dettes dominée par un pouvoir central régnant sur des provinces.
– Certains pays, dont l'Allemagne, ont perdu au profit de Bruxelles leurs droits souverains démocratiques les plus importants et les pays membres se sont eux-mêmes dédémocratisés, ce qui a permis au pouvoir central de Bruxelles de devenir tout-puissant.
– L'impuissance ou la corruption des politiques européens durant la partie de poker a montré qu'ils ont depuis longtemps abandonné leur pouvoir décisionnel au profit de l'industrie financière, qu'ils obéissent à des instructions au lieu de prendre des décisions, que le monde occidental surtout n'est plus sous le règne de la démocratie mais sous celui d'un impérialisme financier mondial. Sinon comment les banques, les politiques et les gouvernements pourraient-ils faire en sorte que leurs citoyens prennent en charge les dettes de l'industrie financière? *Horst Seehofer* a écrit: «Les décideurs n'ont pas été élus et les élus n'ont plus leur mot à dire.»
– A l'avenir, les problèmes budgétaires nationaux et les dettes vont être irrévocablement submergés par la vague des dettes européennes internationales (zone euro: 6000 milliards d'euros). Pendant des décennies, nous devrons payer à des banques internationales spéculatrices un tribut pour quelque chose que nous n'avons même pas reçu et que nos politiques ont dû assumer pour d'autres pays à la demande de la haute finance.
– Les dettes étrangères déjà reprises à la suite des «plans de sauvetage» et qui le seront à l'avenir par le MES, le soutien de l'euro, l'abandon de la souveraineté financière au Bureau politique de Bruxelles, c'est-à-dire au Conseil des gouverneurs du MES, vont inévitablement entraîner dans les prochaines années le recours aux impôts allemands et pèsera sur la prospérité et le produit social, car il faudra payer des intérêts à la haute finance internationale. Que les pays surendettés se déclarent en faillite ou non – les dettes des pays en faillite devenant celles des pays de la zone euro – les pays aux finances saines devront de plus en plus casquer pour les pays malades. Les intérêts que l'Europe payera à la finance internationale représenteront une charge semblable à celle qui pesa sur l'Allemagne après la Première Guerre mondiale, laquelle charge entraîna l'effondrement de nos finances publiques, de notre économie, de notre prospérité et de notre société. Maintenant déjà, il n'est pas difficile de prédire que la reprise par l'Allemagne de toutes les dettes des pays européens aux finances fragiles, comme la Grèce actuellement, entraînera:
  - une augmentation des contributions versées à Bruxelles pour le payement des intérêts de la zone euro,
  - une augmentation des impôts des travailleurs et de l'économie,
  - une diminution des recettes de l'Etat et de ses prestations sociales,
  - une diminution des profits des entreprises, des licenciements et une baisse des salaires,
  - un déclin de l'économie, du produit social et des excédents d'exportations, et donc
  - des luttes accrues pour la répartition des richesses allant jusqu'à
  - des émeutes populaires et à la révolution. La tromperie des politiques à propos de l'euro – ou plutôt *la soumission à la haute finance internationale en matière de mutualisation des dettes* – aura modifié non seulement la situation économique mais la situation sociale aura changé de manière irréversible.
– Bien que les politiques parlent toujours du «sauvetage» de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal ou de l'Espagne, la mutualisation des dettes ne résout en réalité aucun problème car les dettes de ces pays ne sont en rien diminuées. Cela ne rend pas superflue la seule solution valable qui consiste dans la faillite d'Etat, cela ne fait que la retarder et empêche les Etats de se désendetter et d'améliorer leur situation. Même s'ils se débarrassent plus tard de leurs dettes par une faillite, ces dettes subsisteront et pèseront alors sur les pays qui ont adhéré à l'union de garantie avant la faillite et les entraînent dans la même situation de surendettement.

Des milliers d'Allemands, qui pour la plupart, ne sont même pas personnellement concernés, manifestent contre le projet de gare «Stuttgart 21», contre les transports de déchets nucléaires, contre la prestation de serment des recrues de la Bundeswehr et d'autres questions sans importance. Or nous aurions dû descendre dans la rue pour protester contre le premier «plan de sauvetage» des banques internationales. *Jamais auparavant les banques n'avaient enregistré des profits aussi scandaleux et obtenu la permission de faire supporter aux citoyens les pertes de leurs opérations spéculatives.* Nous devons reconnaître que le grand capital international pratique sans retenue le pillage de tous les citoyens (à vrai dire avec l'aide de politiques manipulés à distance).

Quand le citoyen moyen comprendra qu'il y va à l'avenir de son niveau de vie personnel, de son appauvrissement, on pourra le mobiliser, les politiques pourront de nouveau exercer *davantage de pressions nationales et internationales* et nous épargner le pire par le refus d'un accroissement de notre endettement dû à de prétendus plans de sauvetage.

Si nous ne pouvons pas mobiliser la population, *nous serons bientôt contraints de prendre une mesure radicale, une réforme monétaire, et nous assisterons à l'effondrement non seulement des banques spéculatrices, mais des pays et des citoyens qui ont pris en charge les dettes de ces banques.* •

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

En Allemagne, l'opposition au FESF et au MES prend de l'ampleur

Des citoyens, des hommes politiques et d'anciens juges constitutionnels demandent que l'on respecte la démocratie et le droit

par Karl Müller

En Allemagne, de plus en plus de citoyens responsables expriment leur opposition à la politique du gouvernement allemand. Ils critiquent pertinemment en particulier la chancelière allemande Angela Merkel et le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble.

Cette critique ne s'arrête pas aux énormes problèmes financiers et politiques liés à l'extension du «plan de sauvetage» décidé en mai 2010 qui doit prendre fin en 2013 et à son aspect institutionnel, le *Fonds européen de stabilité financière (FESF)* ainsi qu'à ceux liés au *Mécanisme de stabilité européen (MES)*, prévu pour prendre la relève en 2013 et durer. Depuis la publication du discours berlinois de l'ancien Premier ministre de Bade-Wurtemberg *Erwin Teufel* par la «Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung» du 31 juillet (cf. *Horizons et Débats* nº 31 du 8 août), il n'y a plus de doute que dorénavant l'opposition se dressera résolument contre les violations du droit et les attaques contre la démocratie allemande de la part de la Chancelière et du ministre des Finances – violations que les plaignants devant la Cour constitutionnelle, le professeur *Karl-Albrecht Schachtschneider* et ses collègues, ont mis en relief avec beaucoup de clarté.

Erwin Teufel: La confiance dans les chefs d'Etat et de gouvernement s'effrite

A Berlin, Erwin Teufel a notamment déclaré que la confiance dans les chefs d'Etat et de gouvernement européens était ébranlée car ces derniers ne respectent plus le droit et les lois: «On a perdu confiance dans l'action des politiques européens. Si une nuit suffit aux chefs d'Etat et de gouvernement pour balayer les critères de stabilité garantis par des traités, c'est-à-dire le droit en vigueur, la confiance se perd. On attend du citoyen qu'il respecte les normes, le droit et les lois mais les chefs d'Etat et de gouvernement ne le font pas.»

En effet, ces derniers se sont mis d'accord, en mars et juillet 2011, pour faire passer le montant de la garantie du FESF de 440 à 780 milliards d'euros et conférer au FESF, qui n'est pratiquement soumis à aucun contrôle, de nouvelles compétences qui vont jusqu'à l'achat d'emprunts d'Etat des pays membres de la zone euro. Ainsi la part allemande de ce montant garanti passerait de 123 milliards à 211 milliards. C'est une charge imposée au Parlement et aux contribuables qui représente 70% du budget annuel actuel de l'Allemagne fédérale.

Le 17 août, la Chancelière et le président français *Nicolas Sarkozy* se sont rencontrés à Paris pour demander, à la manière d'un ultimatum, une déclaration commune ainsi que, par une lettre commune adressée à *Herman van Rompuy,* président du Conseil européen, une loi de pleins pouvoirs votée par les parlements nationaux, notamment dans le but de saper la souveraineté budgétaire de ces parlements, c'est-à-dire leur droit régalien, et d'installer un gouvernement économique de l'UE.

Norbert Lammert constate qu'on ne respecte pas les droits du Parlement

Le président du Bundestag, *Norbert Lammert* (CDU), qui avait mis plusieurs fois en garde contre le fait que le gouvernement allemand ne respectait pas les droits du Parlement, a protesté, lors de la rencontre entre Merkel et Sarkozy, dans une interview accordée à la «Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung» (14 août), contre la tentative d'exercer des pressions sur le Bundestag: «Le plan de sauvetage européen revêt une telle importance qu'il est exclu que le Bundestag en délibère de manière approfondie et prenne ses décisions en quelques jours seulement.» A l'encontre du désir de la Chancelière d'imposer au forceps l'adoption des lois nécessaires, il a déclaré: «C'est le Bundestag qui décidera de la durée nécessaire des débats.»

En mars 2011 déjà, lors des délibérations sur l'élargissement des compétences du FESF et du MES, le Bundestag avait accepté une proposition de résolution qui confirmait la souveraineté budgétaire du Parlement. Entre-temps, l'opposition au sein des groupes parlementaires de la CDU/CSU a pris de l'ampleur. Au printemps déjà, quelques députés faisaient savoir qu'au cours des séances de ces groupes se manifestait une forte résistance aux projets de la Chancelière et de son ministre des Finances.

Au cours des dernières semaines, cette opposition a encore pris de l'ampleur. Certains députés ont demandé – en vain jusqu'à présent – un congrès extraordinaire de la CDU. Selon le député CDU *Wolfgang Bosbach,* président bien connu de la Commission parlementaire de politique intérieure, lors d'une interview accordée le 24 août au *Deutschlandfunk,* les diverses et nombreuses opinions affirmées lors de la séance des groupes CDU/CSU par rapport aux projets gouvernementaux s'équilibraient.

Wolfgang Bosbach ne peut pas accepter l'union de dettes: «Je me sens lié par ce que nous avions dit à nos concitoyens.»

Wolfgang Bosbach a déclaré publiquement à maintes reprises qu'il n'approuverait pas le projet de loi, et cela dans les termes suivants: «Membre du Bundestag depuis 17 ans, je ne me rappelle aucune décision aussi difficile. Il s'agit d'une question de principe qui relève du rapport entre les politiques et les citoyens. L'introduction de l'euro a été très controversée et nous avons fait aux gens des promesses claires. Une de nos promesses, par exemple, était qu'il ne s'agissait que d'une union monétaire et non d'une union de garanties ni de dettes. Nous avons dissipé leurs craintes en affirmant qu'il existait des critères de stabilité extrêmement rigoureux qui devaient être respectés à tout prix. Je me sens lié par ce que nous avions dit à nos concitoyens et il est inadmissible que nous décevions leurs attentes.» Dans une autre interview (*http://wobo.de/news,* 23 août) Bosbach a déclaré: «Nos concitoyens doivent pouvoir se fier aux décisions politiques. Or les critères de stabilité en vigueur dans l'UE ont été enfreints plus de 70 fois sans que ces violations aboutissent à des sanctions. Aujourd'hui nous en voyons les effets. Il y va de la confiance dans les politiques.» Et Bosbach d'ajouter, sur les ondes du *Deutschlandfunk:* «Ce n'est pas avec toujours de nouvelles dettes, ce n'est pas avec de nouveaux crédits que nous aiderons la Grèce.»

Selon différents médias, le 25 août, le fait que le ministre des Finances n'ait même pas soumis au groupe parlementaire le projet gouvernemental de réforme du FESF semble avoir provoqué une forte irritation chez les députés. En plus, l'«Handelsblatt» a cité, dans son édition du 24 août, des extraits d'une lettre de Schäuble concernant l'état des débats sur le texte sur la réforme du FESF. Dans ce texte, comme l'affirme *Spiegel online* le 25 août, il n'est pas question «de droits de participation détaillés des parlements». Et l'hebdomadaire *Stern* a ajouté, ce même jour, que «le ministre des Finances ne [voulait] concéder au Parlement que peu de droits concernant son influence sur les missions élargies du FESF». La proposition de Schäuble prévoit, selon *Stern*, que le rôle des députés du Bundestag se réduira «à donner son aval à l'Accord-cadre sur le FESF, tandis que la fixation des prix, le cadre politique, l'exploitation des fonds et la documentation des nouveaux instruments doivent relever des compétences du Conseil des gouverneurs du FESF».

A ce sujet, Wolfgang Bosbach a déclaré dans une interview à la «Basler Zeitung» du 25 août: «Si la proposition de Schäuble avait été connue, il y aurait certainement eu des questions. […] On a l'impression que le Parlement est mis sur la touche. […] Celui qui pose des questions s'expose immédiatement au reproche d'être un mauvais Européen parce qu'il met en danger le processus d'unification européen.»

Le groupe parlementaire FDP s'oppose à l'idée d'un gouvernement économique européen et au rôle de «bad bank» de la BCE

Le groupe parlementaire FDP s'oppose depuis longtemps aux projets du gouvernement. Il a adopté le 30 août sa «Déclaration de Bensberg» intitulée «Garantissons la stabilité en Allemagne et en Europe». Les divergences par rapport aux projets de la Chancelière et de son ministre des Finances sont évidentes: «Le fondement de l'introduction de l'euro était, pour tous les Etats membres, la reconnaissance du Pacte de stabilité et de croissance, conçu comme une règlementation commune. Tous les Etats membres se sont engagés à respecter des limites d'endettement précises et à appliquer les mécanismes de sanctions prévus.» Le FDP, il est vrai, ne s'en prend pas explicitement au MES mais précise que «le MES ne doit pas devenir l'instrument permanent du financement commun des Etats européens». Le refus des projets visant à imposer un gouvernement économique européen et la pratique actuelle de la BCE consistant à racheter des emprunts d'Etat pourris au mépris des traités en vigueur est tout aussi évident: «Nous ne voulons pas d'un gouvernement économique conçu comme un instrument de pilotage macro-économique. Il ne faut pas mettre en question l'indépendance de la BCE. Elle doit se limiter à son rôle de politique monétaire, comme le prévoient les traités européens.»

Finalement, en ce qui concerne les droits et les devoirs du Parlement: «Au plan intérieur, il s'agit de donner plus de poids au droit de participation du Bundestag en ce qui concerne la mise en place du MES. Soyons clairs: Toutes les décisions et accords ayant des effets sur les finances doivent être soumis à l'approbation du Bundestag.»

Hermann-Otto Solms: Il faut renforcer les droits du Parlement

Le 24 août déjà, le député libéral et vice-président du Bundestag *Hermann-Otto Solms* avait fait état de son opposition à une éventuelle limitation des droits parlementaires en rapport avec le FESF. Dans une interview accordée au *Deutschlandfunk*, il a déclaré pouvoir assurer que «le Bundestag ferait en sorte, lors de la procédure législative, que les droits du Parlement ne soient pas restreints mais renforcés».

Il a remercié le président fédéral *Christian Wulff* des propos sans ambiguïté qu'il a tenus lors du discours inaugural du congrès des lauréats de prix Nobel à Lindau (cf. *Horizons et débats* nº 35 du 5 septembre) et a déclaré qu'il «fallait cesser de bricoler à chaque crise une solution insuffisante et attaquer le mal à la racine».

Le 28 août, la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a publié un article de fond de l'homme politique libéral. Il se termine par cette phrase: «Toute nouvelle unification [au sein de l'UE] entraînerait une dissolution des responsabilités et serait un crime contre la grande diversité de l'Europe. Nous mettrions en péril tout ce qui fait notre richesse.»

L'ex-juge constitutionnel Klein demande une rénovation de la démocratie allemande

Comme une semaine auparavant déjà l'ancien juge à la Cour constitutionnelle fédérale *Paul Kirchhof* (cf. *Horizons et débats* nº 35 du 5 septembre), un autre ancien juge auprès de cette Cour, *Hans Klein*, a attiré l'attention sur les développements inquiétants en matière de droit constitutionnel et de politique qui ont lieu à l'intérieur de l'UE et en Allemagne et demandé une rénovation de la démocratie allemande.

Dans un article de la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 29 août, il écrit ceci: «L'insouciance manifestée dans l'approche des fondements juridiques de l'Union européenne que l'on observe à nouveau dans la crise monétaire actuelle est vraiment grave car elle détruit la confiance. L'article 104 du *Traité sur l'Union européenne* stipulait déjà que ‹les Etats membres évitent des déficits publics excessifs›. Aucun gouvernement et aucun parlement n'a pris cette disposition au sérieux. Et le mécontentement à propos de la ‹gestion créative› des comptes grecs n'est guère crédible car *Otto Lambsdorff* (Parti libéral) en avait signalé clairement les dangers lorsqu'il était question, en 2001, de l'adhésion de la Grèce à la zone euro. La coalition ‹rouge-verte› au pouvoir à l'époque s'en moquait. Quand, quelques années plus tard, l'Allemagne et la France violèrent le Pacte de stabilité et de croissance, on n'a pas hésité à l'assouplir. […]

Le Bundestag ne doit pas se contenter de s'étonner de la vague de décisions prises par les sommets qui déferle sur lui. Il doit insister pour être associé à leur préparation. Le gouvernement fédéral est tenu par la Constitution (art. 23) d'informer le Bundestag et le Bundesrat ‹de manière complète et aussi tôt que possible›. Le Parlement ne semble pas être toujours conscient de cette obligation et le gouvernement n'a pas l'air de manifester le zèle nécessaire dans l'application de son devoir d'information. […]

Les partis gouvernementaux surtout dissimulent leur embarras, compréhensible au vu du caractère inédit du phénomène, derrière des recettes changeant d'une semaine à l'autre et présentées chaque fois comme ‹seule solution possible›. Cela dit, une part importante de responsabilité dans les erreurs commises revient aux politiques. Les ‹élites› ont échoué d'une manière flagrante. De plus, par leurs violations des bases juridiques de l'UE, les politiques remettent en cause la prétention de l'UE à être une communauté de droit. Si ces violations, comme certains le pensent, devaient être justifiées par un droit d'urgence, cela équivaudrait à revendiquer une souveraineté que l'UE ne possède pas.»

La conséquence de ce phénomène et d'autres phénomènes est que «la distance entre la base démocratique et les processus décisionnels politique croît». C'est poser la question de savoir ce qui est indispensable pour que la démocratie représentative fonctionne bien. Selon Klein, «il s'agit de l'interaction quotidienne entre la formation de l'opinion du peuple et celle des organes de l'Etat».

L'Etat nation est l'«espace politique premier»

L'ex-juge à la Cour constitutionnelle n'est pas opposé à l'UE ni au principe de nouvelles compétences pour l'UE, mais il pense que, selon la Constitution allemande, l'Etat nation doit être l'«espace politique premier», qu'il «doit disposer de moyens suffisants pour gérer politiquement l'économie, la culture et les affaires sociales», qu'au sein de l'UE, il faut enfin respecter les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

La démocratie et l'Etat nation sont étroitement liés. Klein écrit: «La démocratie en tant qu'autodétermination du peuple présuppose que l'Etat soit une unité dont la cohésion est assurée par un minimum de traditions et de convictions que l'on peut considérer comme s'imposant à chacun. Ce n'est que sur la base d'expériences communes que la communication politique et le processus de formation de l'opinion politique qui en découle deviennent possibles et sont généralement acceptés dans leur déroulement et leur résultat.»

Klein ne s'oppose pas non plus à une union monétaire européenne mais à «la création et à l'extension constante de ‹plans de sauvetage› et à l'instauration d'une ‹gouvernance économique› exercée par les chefs d'Etat et de

Suite page 5

Comment poser les bases de la pensée mathématique?

Encourager le plaisir des mathématiques avec des manuels scolaires bien structurés

Groupe de travail sur les manuels de mathématiques: Roland Güttinger, Peter Müntener entre autres

Le motif de l'étude MINT d'août 2010 était apparu depuis longtemps en Suisse: une pénurie évidente de spécialistes qualifiés dans le domaine des mathématiques, de l'informatique et des sciences naturelles et techniques, dont notre économie nationale a besoin d'urgence. Les places de formation dans nos écoles supérieures, écoles supérieures spécialisées et les écoles professionnelles seraient disponibles. Pourquoi ces matières ne sont-elles pas choisies plus souvent? Tout simplement parce que les jeunes gens ne remplissent pas les conditions nécessaires pour cela, bien qu'ils aient passé des années à l'école. Les professeurs de mathématiques et de sciences naturelles du gymnase constatent que les élèves qui viennent d'entrer manquent de bases pour travailler avec les manuels destinés au gymnase, bien que ces manuels sont bons au niveau du contenu et de la didactique. Les enseignants de l'école secondaire se plaignent aussi de la baisse de niveau en mathématiques. Quand on y regarde de plus près, on voit que de nombreux élèves ont des lacunes dans les bases. En calcul ils ont de la peine à dépasser les dizaines et ne connaissent plus leur table de multiplications. Les calculs les plus simples sont tapés sur la calculatrice et souvent, on ne s'aperçoit pas des résultats erronés. Une capacité de représentation insuffisante dans la notion des nombres induit souvent des fautes d'ordres de grandeur. Une des sources pour ces problèmes sont les manuels scolaires de nos écoles primaires. Au cours de plusieurs décennies, on a fait des expériences onéreuses et investi de l'argent dans des manuels chers et soutenus par les médias – et le niveau a baissé. C'est pourquoi, nous devons refaire l'inventaire, c'est-à-dire réviser les livres de mathématiques.

(photo gbh)

Les mathématiques sont une base importante de notre formation scolaire. Elles sont la condition sine qua non pour l'ensemble des domaines des sciences naturelles et techniques.

Où est le problème?

On va traiter ci-dessous la question de savoir s'il existe un rapport entre la baisse du niveau et l'enseignement des mathématiques et les manuels utilisés. Une rupture claire, qu'on a pu constater chez les étudiants à partir de 1990, remonte directement au manuel «Neue Mathematik» [Nouvelles mathématiques] conçu par le professeur *A. Kriszten*, qui devait révolutionner l'enseignement des mathématiques à partir des années 70 dans le canton de Zurich. (cf. encadré)

L'importante nouveauté a été la théorie des ensembles. Aujourd'hui, on s'en est détourné à l'école primaire, car des parents s'y sont opposés et beaucoup trop de temps, dont on ne disposait plus pour l'apprentissage et l'exercice continu, était utilisé pour des jeux de réflexions. Heureusement, grâce au professeur de mathématiques *Walter Hohl*, directeur de la formation des maîtres secondaires à l'université de Zurich, on est revenu dans les années 80 sur les erreurs de la «Neue Mathematik». Sous sa direction, un manuel solide a été conçu qui a de nouveau permis à partir de 1995 à beaucoup d'enseignants, et pas seulement dans le canton de Zurich, d'enseigner les mathématiques avec succès.

Où en sommes-nous aujourd'hui? On a formé de nombreux élèves de l'enseignement supérieur suisse actuel, déjà à partir de la première classe, avec le «Zahlenbuch». La première génération a maintenant quitté les bancs de l'école et commencé un apprentissage ou continué au gymnase. En Suisse orientale, de nombreux élèves qui sont actuellement dans le secondaire, ont déjà reçu un enseignement basé sur le manuel «mathe-logisch».

Une des origines de la baisse de niveau pourrait être due au fait qu'on a sacrifié dans ces nouveaux manuels de mathématiques la structure systématique, au profit d'idées théoriques erronées. En arrière-plan, il y a une conception de l'homme qui présuppose que les enfants n'aiment pas effectuer les exercices et les répétitions et qu'au lieu de cela, ils doivent tout développer d'eux-mêmes. Il y a aussi l'idée d'hétérogénéité, c'est-à-dire que les enfants sont au fond tellement différents les uns des autres que tous ne peuvent pas apprendre la matière fixée par le programme scolaire. Ainsi, les manuels visent des niveaux et des fascinations différents et leur approche est par conséquent tout à fait déroutante.

Au lieu de construire un sujet en partant du simple pour aller au plus difficile, on le divise en plusieurs parties et on transmet un peu de tout mais rien de manière fondée. Au premier cycle de l'école primaire, on présente le sujet dans son ensemble, ensuite on le «flaire» de tous les côtés et finalement, uniquement les calculs les plus simples – ce qu'on appelle les calculs clés – sont résolus par tous les élèves. En ce qui concerne par exemple la table de multiplication, on n'exerce plus tous les calculs d'une série mais on fait une sorte de coupe transversale, en n'utilisant que les chiffres 2, 5 et 10. Tous les autres exercices de la table de multiplication dérivent de ces calculs clés. Comme les tables de multiplication sont un élément important de la pensée mathématique, cet apprentissage fragmentaire a des effets dévastateurs dans l'acquisition d'autres contenus mathématiques. Celui qui n'a pas appris vraiment les multiplications, trébuche déjà dans les divisions. Plus tard, au degré secondaire, il lui manque les bases pour la détermination du plus petit commun multiple (ppcm) et du plus grand commun diviseur (pgcd). Pour pouvoir résoudre, au degré moyen, les exercices de divisions écrites, les élèves doivent avoir appris dans les petites classes primaires à dépasser les dizaines, aussi bien en faisant des additions que des soustractions, couramment et sans fautes. Une aptitude qui suppose qu'en première année, le découpage des chiffres jusqu'à dix a été intériorisé. Malheureusement, les nouveaux manuels offrent justement peu d'attention à l'approfondissement de la dextérité de base. L'exercice journalier n'est plus intégré au cours. Au lieu d'une structure systématique, les élèves rencontrent continuellement des questions mathématiques variables. Les enfants doivent toujours, déjà dans les premières années d'école, effectuer des rapports transversaux entre différents sujets et faire dériver les exercices inconnus

Suite page 6

Du manuel de mathématiques sérieux …

rg. Jusqu'à la fin des années 1970, les enseignants du canton de Zurich ont travaillé avec les manuels de mathématiques d'*Ernst Bleuler* (1re–3e années) et de *Robert Honegger* (4e–6e années). Honegger avait placé en exergue de ses manuels la citation suivante de *Pestalozzi:* «Savoir compter et calculer est le fondement de tout ordre intellectuel.» Compter et calculer pour acquérir la pensée logique, tel était le but de ces manuels structurés de manière rigoureuse selon le principe didactique des cercles concentriques. Ces manuels suscitaient la joie et l'intérêt des élèves pour les disciplines scientifiques et techniques.

… à la grande confusion

Mais ils ont fait également l'objet de critiques relatives à la pauvreté du graphisme et à l'absence d'illustrations en couleurs: «Ils ne stimulent pas la réflexion des élèves, sont ennuyeux, sans originalité.»

A la fin des années 70, il y a eu un grand tournant dans le canton de Zurich. La couverture du nouveau manuel de mathématiques de *A. Kriszten* frappait comme un coup de tonnerre. Un clown de couleur (2e année) et un magicien (3e année), en équilibre sur un signe *plus* ou un signe *moins* branlants, jonglent avec des chiffres de couleur désordonnés. Dans les cours d'initiation à ce matériel pédagogique, on le vantait en disant qu'il s'agissait de mathématiques modernes qui empruntaient des voies révolutionnaires. En plus de la théorie des ensembles on introduisait, dès la première année, le travail dans différentes bases numériques. Les exercices systématiques étaient limités à un minimum et peu de temps après l'introduction, de nombreux petits problèmes, présentés sans ordre systématique, apparaissaient qui déboussolaient souvent les élèves avant même qu'ils aient pu prendre pied dans la nouvelle matière. Le résultat à calculer se trouvait une fois en tête, une fois à la fin ou même au milieu de l'équation. Cela pouvait ressembler à ceci: ? = 3 + 6 ou 3 + 6 = ? ou 3 + ? = 9. Ainsi différents niveaux de difficultés étaient abordés d'emblée et seuls les très bons élèves pouvaient les résoudre.

Pour les autres enfants, c'était confus. Ils ne comprenaient pas tout de suite qu'il s'agissait du même problème présenté simplement dans un ordre différent. Il aurait fallu avancer étape par étape. Normalement, l'élève a besoin d'une phase de consolidation avant de pouvoir aborder joyeusement l'étape suivante. Si cette étape vient trop tôt ou que les différentes étapes se présentent pêle-mêle, cela trouble et décourage l'élève. Ce principe doit être respecté avec amour et prévoyance lorsqu'on élabore un matériel pédagogique, surtout si l'on part de l'idée que tous les élèves devraient atteindre l'objectif fixé pour leur classe.

Mais on a aussi changé considérablement la structure de l'ensemble. Ainsi, on a introduit en 2e année les nombres faits d'une dizaine et d'une unité (43, 27, etc.) même avant le calcul des dizaines (20, 30, 40 … 30 + 50). Les conséquences ont été que les élèves qui seraient devenus des bons calculateurs à l'aide des manuels classiques ont été déboussolés et se sont peu à peu découragés, ont perdu tout intérêt pour les mathématiques ou même présenté des problèmes de comportement.

«En Allemagne, l'opposition …»
suite de la page 4

gouvernement qui, jusqu'ici, ont attaché peu d'importance à la discipline budgétaire et au respect des lois».

Klein: Les partis allemands doivent se rénover

Klein voudrait que les parlementaires aient mieux conscience de leurs responsabilités. On ne pourra réagir aux événements des dernières années «que si les parlements nationaux se concentrent davantage sur le contrôle des activités de leurs gouvernements en matière de politique étrangère. Ils ne doivent pas se contenter d'observer la politique européenne de leurs gouvernements mais l'examiner de plus près et la piloter davantage que par le passé.»

Klein demande avant tout une rénovation des partis allemands. Il est crucial que «les partis pratiquent la fidélité au droit et aux principes, qu'ils soient fiables, honnêtes vis-à-vis des citoyens, crédibles, qu'ils aient le souci de l'intérêt général, qu'ils soient disposés à communiquer et fassent preuve de détermination une fois que les décisions sont prises.» Or «actuellement, c'est tout le contraire qu'on observe».

Il faut soutenir les citoyens qui veulent sauvegarder et développer la démocratie allemande

Sur le site web du gouvernement allemand, on peut lire, en date du 31 août, que le gouvernement a décidé, en ce qui concerne la refonte du FESF, que «dorénavant les projets de loi seront déposés au Bundestag par les groupes parlementaires de la coalition» (cf. le site du ministère des Finances). Il est impossible de savoir s'il s'agit ici d'une subtilité tactique destinée à obtenir une majorité – actuellement fragile – de la part des groupes parlementaires proches du gouvernement ou le signe d'un changement réel. De même, quelle signification revêt l'accord du 31 août entre les spécialistes en matière de budgets de la CDU, de la CSU et du FDP aux termes duquel – selon le communiqué du même jour de l'agence *Reuters* – «le plan de sauvetage FESF étoffé n'accordera plus un seul centime sans le feu vert du Parlement». Le communiqué explique que «les montants élevés et les nouvelles compétences du FESF avaient inquiété les parlementaires de tous les partis qui mettaient en garde contre le fait qu'on sapait le droit budgétaire du Bundestag» et que les négociateurs de la CDU/CSU et du FDP s'étaient mis d'accord «sur un modèle progressif d'association du Parlement aux décisions». Selon ce modèle, «les aides du FESF ne pourront être activées qu'avec l'assentiment du plénum du Parlement. Sinon, Schäuble ne pourrait pas approuver les activités du FESF au sein du Conseil de direction».

Le 7 septembre, la *Cour constitutionnelle* fera connaître son arrêt à propos des plaintes concernant les aides accordées jusqu'ici à la Grèce et du «plan de sauvetage» décidé quelques semaines plus tard qui est valable pour plusieurs pays.

Les Allemands devraient étudier très attentivement cet arrêt et l'on souhaite à l'Allemagne et à l'Europe qu'il témoigne de l'esprit libéral, subsidiaire, démocratique et respectueux du droit de la Loi fondamentale allemande. Un tel arrêt représenterait un soutien important pour les citoyens allemands de plus en plus nombreux qui veulent sauvegarder et développer la démocratie allemande. •

«Comment poser les bases …»
suite de la page 5

d'exercices connus. Cependant, une telle pensée imbriquée suppose une notion approfondie des nombres et une capacité de représentation des nombres dans un petit espace et autrefois, on pratiquait cela seulement à un niveau supérieur. Si on anticipe déjà ici, le temps manquera pour exercer et de nombreux enfants vivent souvent des échecs qui les découragent dans leur apprentissage.

En quoi consiste un bon manuel?

Un bon manuel de mathématiques à l'école primaire doit avant tout être conçu de manière logique et être structuré de manière sensée. Il doit permettre aux enfants de développer pas à pas la pensée logique, de s'exercer suffisamment et systématiquement et ainsi de poser les bases importantes pour la compréhension des rapports dans les domaines des sciences naturelles et techniques (physique, biologie, chimie etc.).

Dans les classes inférieures de l'école primaire, les enfants doivent savoir former une notion sûre des nombres jusqu'à 1000. Pour cela, on a besoin d'une subdivision structurée des étapes d'apprentissage. C'est uniquement quand un domaine est intérieurement compris par l'enfant et approfondi par de multiples exercices, que l'étape à un degré de difficulté plus élevé peut s'ensuivre. Ici, la relation avec le vivant, le classement et le décomptage et la saisie mentale des structures mathématiques sont nécessaires. Il se cache derrière les nombres et les signes abstraits toujours des situations concrètes. Des manuels solides qui ont fait leurs preuves sont conçus de manière à ce que la notion des nombres (dans le sens de la compréhension, de la représentation), les opérations (plus, moins, multiplié et divisé) et les équations soient transmises aux enfants. Sur la base d'une notion comprise, des exercices dans un domaine connu sont pratiqués jusqu'à ce que les élèves se sentent sûrs de pouvoir résoudre les exercices, couramment et sans fautes. Après chaque élargissement du contenu de la matière, celui-ci est en même temps lié à ce qui a été appris auparavant et exercé sous cette forme, si bien qu'on répète constamment ce qui a été appris antérieurement et que cela ne tombe pas dans l'oubli. Ce procédé, dans lequel le contenu est élargi en cercles concentriques, a fait ses preuves pendant des décennies et a aidé les générations de personnes âgées et d'adultes d'âge moyen d'aujourd'hui à recevoir une très bonne instruction scolaire.

Professeur Walter Hohl: la pensée structurée conduit au succès

En 1994, un manuel scolaire est apparu dans le canton de Zurich dans les classes de l'école élémentaire, qui a été développé sous la direction du professeur Walter Hohl. Ce manuel contient une conception méthodique-didactique sensée, et aussi bien structurée, et il a été employé dans différents cantons jusque récemment. Malheureusement, il a été remplacé cette année scolaire par un manuel de la nouvelle génération, qui s'engage sur la voie des réformes déjà engagées dans d'autres cantons, visant la dissolution des objectifs d'apprentissage et de l'enseignement en classe. Comme actuellement on peut tout de suite revenir en arrière sans grand effort, il se justifie de recommander le manuel du professeur Hohl: «Mathematik», de la première à la sixième classe.

En première classe, on accorde beaucoup de temps à la formation de la notion des nombres et des opérations jusqu'à 10. C'est seulement au deuxième semestre que l'on étend l'espace des nombres à 20. Cet extrait du commentaire pour enseignants montre quelle importance les auteurs accordent à cette étape: «Avec l'introduction des nombres de 10 à 20, les enfants font la connaissance d'une des inventions les plus parfaites de l'esprit humain, c'est-à-dire de notre système de numération décimal.»

En deuxième classe, on étend systématiquement ce qui a été appris jusqu'à maintenant à 100, et ici on intègre à la structure le travail sur les mesures, le mètre et le centimètre ainsi que sur le franc et le centime. Le passage à la dizaine déjà étudié méthodiquement et de manière clairement structurée en première classe, est approfondi en détail encore une fois, dans un contexte élargi. Les tables de multiplication sont aussi apprises systématiquement. Celui qui intègre de manière ciblée et régulière le matériel d'exercices donné en annexe, pose les bases pour la matière de la troisième classe. Là, les capacités acquises sont étendues en étapes structurées jusqu'à 1000. Le travail sur les mesures, mètres/centimètres et kilomètres/mètres, divisibles par mille est un bon moyen. Les poids sont traités avant tout de manière pratique selon le niveau.

Un principe, sur lequel se fonde ce manuel de mathématiques, est la liberté de la méthode, qui est ancrée dans les programmes scolaires des cantons. Par exemple, il est écrit dans le programme du canton de Zurich de 1993 (p. 19 ss.): «Lors de l'élaboration de manuels, on considèrera que les enseignants, dans le cadre des exigences du programme scolaire, sont libres dans le choix de leurs méthodes […]. Ils choisissent parmi la multitude des méthodes celle qui dans certaines situations d'enseignement correspond le mieux aux objectifs particuliers, aux contenus, aux sujets tout comme aux élèves et à eux-mêmes.»

Malheureusement, de nombreux enseignants font l'expérience que les manuels d'aujourd'hui, qu'ils sont contraints d'utiliser dans leurs cours, leur imposent justement la méthode. Ces méthodes se nomment aujourd'hui l'apprentissage par soi-même, formes d'apprentissage individualisées, apprentissage par interaction, arrangements de situations d'apprentissage et apprentissage selon le principe de la spirale.

Comme dans le canton de Zurich, dans d'autres cantons aussi, les manuels ayant solidement fait leurs preuves, ont été remplacés ces dernières années par des nouveaux manuels avec les concepts modernes mentionnés plus haut.

Le manuel «Zahlenbuch» – Principe d'enseignement en spirale vers le bas

Depuis le milieu des années 90 dans beaucoup de cantons alémaniques, on emploie le manuel «Zahlenbuch» [Livre de chiffres] (Editions Klett depuis 1995), qui a été repris légèrement modifié d'Allemagne (la base en est le projet «mathe 2002» des didacticiens des mathématiques *Wittmann* et *Muller* de Dortmund.) La conception de ce manuel scolaire est axée sur l'apprentissage actif. Il est basé sur le «principe d'enseignement en spirale». Selon le commentaire pour l'enseignant, cela veut dire que les «idées de base» du «Zahlenbuch» sont reprises et constamment développées dès la première classe. Ainsi, le système décimal est seulement traité comme une «idée», représentée par le bloc de vingt en première année de l'école primaire. Par conséquent, l'introduction de l'espace des chiffres jusqu'à vingt se fait vite. Le commentaire prévoit un délai de 7 à 8 semaines. Comme «équivalent» d'un enseignement de base solide, les thèmes sont traités dans «plusieurs passages». Avec des termes comme «enseignement holistique» et «principe en spirale», l'attention des parents et des enseignants est détournée de sorte qu'ils ne remarquent pas que la plupart des enfants ne peuvent ni saisir ni pénétrer le thème dans un premier passage. Ainsi les élèves avancent dans la matière, tout en espérant qu'ils comprendront peut-être ce qui suit.

A cela s'ajoute que le «Zahlenbuch» confronte les élèves en permanence avec des problèmes à résoudre qui changent constamment et demandent différentes stratégies de résolution. Avec cette méthode on gaspille beaucoup de temps, car les élèves sont obligés de trouver les résultats par leurs propres moyens, pourtant souvent faux.

La transition à la dizaine n'est pas enseignée avec ce manuel scolaire, les élèves la découvrent ou ne la découvrent pas. La table de multiplication n'est pas non plus enseignée systématiquement, mais réduite en morceaux et reprise de temps en temps. Au lieu d'avoir une base solide à la fin de la troisième classe, les élèves ont «appris» qu'il y a toujours différentes voies pour arriver à une solution.

Les «exercices flash de maths», conseillés comme accompagnement du cours, sont un aspect positif du «Zahlenbuch». Dans le commentaire pour enseignants, on rend particulièrement attentif au fait que pendant la phase d'acquisition d'automatismes, une atmosphère de travail calme soit indispensable. La question se pose de savoir pourquoi cela ne vaut pas pour toutes les parties de l'enseignement des maths. L'importance de l'exercice que les auteurs préconisent n'a sa place que si l'enseignant s'abstient de longues discussions sur les voies individuelles d'apprentissage et s'il intègre de manière réfléchie les exercices dans l'enseignement.

«mathe-logisch» – Le but, c'est suivre la voie, ou: les détours mènent dans le maquis

Depuis quelques années, dans plusieurs cantons alémaniques, le nouveau manuel scolaire de Saint-Gall «logisch», volumes 1 à 6, est utilisé. Ce manuel s'inspire du document «Espaces de liberté – lignes directrices – points de convergence: l'enseignement des mathématiques durant la scolarité obligatoire» publié par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP, 1998). «Comme message clé on peut en déduire qu'apprendre les maths veut dire faire des maths.» La devise des réformateurs scolaires des années huitante y refait surface: «le but, c'est suivre la voie!» Le commentaire du manuel scolaire «logisch» est entièrement rédigé dans le vocabulaire des experts en pédagogie de la fondation *Bertelsmann*. Sept soi-disant espaces de liberté sont décrits dans la préface. On y dit entre autres: «L'apprentissage des mathématiques privilégie les confrontations d'opinions, les débats sur le vrai et le faux, l'élaboration d'une pensée logique de référence pour un groupe social donné.» Ce soi-disant apprentissage dialogué forme également la base du nouveau manuel scolaire du canton de Zurich introduit cette année et remplaçant l'ancien manuel de Walter Hohl qui a fait ses preuves.

Tout comme le «Zahlenbuch», le manuel «logisch» suit également la devise «le but, c'est suivre la voie!», et envoie ainsi enseignants et élèves dans le maquis mathématique: «Grâce à différents problèmes à résoudre, les enseignants tout comme les apprenants sont dirigés à travers ces processus.» Le manuel scolaire «logisch» offre des soi-disant «dispositifs visant l'apprentissage autonome […]. » Les enseignants sont sans cesse tenus de laisser les élèves tout découvrir eux-mêmes, de s'abstenir si possible de toutes explications, mais «de suivre les réflexions des enfants et de les accompagner sur leur chemin […].» Ce qui peut être passionnant dans les cours particuliers, est tout simplement impossible dans le cadre d'une classe. Les enfants sont effectivement abandonnés à leur sort, ils restent là désemparés, s'ennuient ou bien inventent des bêtises pour attirer l'attention de l'enseignant et des autres enfants.

Dans sa structure, le manuel montre des défauts dans la formation de la conception du chiffre. Beaucoup d'exercices doivent être traités avec des palettes de carton. Comme il

Suite page 8

Conséquences tardives des «mathématiques modernes»

rg. L'ère des «mathématiques modernes» a duré 17 ans et elle a eu des conséquences. Premièrement, les nouveaux manuels de mathématiques ont été repris par d'autres cantons ou on y a adopté des méthodes analogues. Ainsi, le canton de Berne a introduit des moyens d'enseignement de mathématiques semblables en 1980. Et finalement, le canton de Saint-Gall a remplacé le manuel, bon dans l'ensemble, intitulé «Za-Ma-Ra» par la version suisse alémanique du «Zahlenbuch» et depuis quelques années par son propre matériel pédagogique intitulé «mathe-logisch».

Deuxièmement, et c'est sans doute beaucoup plus important, une génération entière d'élèves qui avaient travaillé avec cette introduction aux mathématiques est entrée dans le secondaire II. Nous ne parlerons pas ici de la manière dont ces expériences décourageantes ont marqué les élèves dans le secondaire et des répercussions qu'elles ont eues sur leurs aspirations professionnelles. Le fait que les jalons soient posés à la fin de la scolarité obligatoire pour le choix d'une profession reste essentiel. Citons à ce propos l'étude MINT:

«Le fait que les intérêts et, en rapport avec eux, l'orientation professionnelle des jeunes soient fixés dans une large mesure dès la fin de la scolarité obligatoire est essentiel. Dans ce contexte, un rôle clé revient aux mathématiques, à la physique et à l'intérêt pour les techniques en général. Les jeunes de quinze ans qui s'intéressent aux disciplines MINT, y obtiennent de bonnes notes et estiment que leurs compétences sont bonnes ont une probabilité accrue d'entreprendre plus tard des études MINT.» (p.3)

Etude longitudinale

Dans une perspective longitudinale, les premiers élèves à avoir travaillé en 1re année avec les manuels de mathématiques de Kriszten en 1978 ont commencé leurs études universitaires en 1990 environ. Les derniers élèves de 1re qui ont appris à compter avec ces manuels ont commencé leurs études en 2006. Entre 1987 et 2003, les élèves qui ont travaillé avec ces manuels sont entrés dans des écoles professionnelles. Tous les élèves «victimes des mathématiques modernes» ont commencé leur apprentissage entre 1987 et 2003 ou ont entamé des études universitaires entre 1990 et 2006. Libre à chacun de décider quand et où les doléances des maîtres d'apprentissage ou des professeurs d'université se sont fait entendre. En tout cas, en ce qui nous concerne, nous voyons ici une nette corrélation, même si ce n'est pas la seule variable en jeu.

«Za-Ma-Ra» ou le développement de la pensée mathématique par cercles concentriques

er. Dans le canton de Saint-Gall, la plupart des enseignants ont utilisé jusqu'il y a quelques années le manuel scolaire «Zahl-Mass-Raum» («nombre-mesure-espace») (testé pour la première fois en 1978/79, et pour la dernière fois, lors de sa 3e édition, en 1995). A l'aide de ce manuel éprouvé, ils pouvaient transmettre aux élèves des fondements solides et le plaisir d'apprendre les mathématiques. Ce manuel accordait une grande importance à la formation des concepts. Selon les enseignants, l'addition banale 5 + 4 = 9, par exemple, présuppose non seulement l'idée de nombre, mais aussi les notions d'opération et d'équation. On consacrait suffisamment de temps à chaque étape avant d'aborder l'étape suivante. En 2e année, la représentation des nombres jusqu'à 100 se faisait à l'aide d'un matériel structuré, des bâtons de dizaines et des cubes d'unités, tout en introduisant la suite des dizaines: Le nombre 84 se compose de «8 fois 10 plus 4», c'est-à-dire de 8 bâtons de dizaines et de 4 unités. En même temps que la table de multiplication par 2, on répétait l'ensemble des nombres jusqu'à 20. Ensuite, l'ensemble des nombres s'enrichissait au fur et à mesure de l'apprentissage d'autres tables. Et en même temps, dans chaque ensemble de nombres, on pratiquait des additions et des soustractions selon des degrés de difficulté croissants. Le manuel «Za-Ma-Ra» de 3e année était également structuré de manière logique: après la révision de la table de multiplication par 2, on introduisait celle par 20 et l'on faisait des additions et des soustractions impliquant l'ensemble des nombres jusqu'à 200. L'étape suivante consistait à répéter la table de multiplication par 3, à introduire celle par 30 et à effectuer des opérations sur les nombres jusqu'à 300. Cette structure systématique et logique permettait aux élèves de développer leur pensée mathématique, du simple au complexe, par cercles concentriques.

Ce manuel avait une structure excellente qui permettait un apprentissage systématique exemplaire. Il aurait pu être remanié à l'aide de quelques ajustements et d'illustrations modernes et une nouvelle édition aurait assuré la continuité d'un cours de mathématiques très efficace.

L'école et l'EPFZ lui ont donné les bases nécessaires

Un Suisse en Ethiopie: Le ministre d'Etat, l'ingénieur Alfred Ilg (1854-1916)

par Heribert Küng

Itinéraire

Les débuts étaient peu prometteurs: enfant naturel de *Magdalena Ilg,* il a grandi dans la maison «Zum Hirschen» à Frauenfeld, dans des conditions financières modestes. Le garçon vif d'esprit s'intéressait à tout ce qui avait trait à la technique. Il a attiré l'attention de ses enseignants déjà à l'école obligatoire, par son don pour les langues (français, italien et bientôt l'anglais, ce qui n'était pas du tout courant à l'époque) ainsi que par sa musicalité. On ne s'étonne pas qu'il ait terminé avec brio l'école cantonale, fondée ~~dans~~ l'année de sa naissance.

Sa formation de technicien à l'école polytechnique, fondée seulement en 1853, l'EPFZ actuelle, semblait être toute tracée. C'est surtout le chemin de fer de Winterthur à Romanshorn, inauguré en 1855, qui a fasciné le garçon à ce point que, pendant son temps libre, il entreprenait des excursions le long du tracé et dans la gare. L'adolescent de Frauenfeld ne pouvait pas encore savoir que la construction du chemin de fer dans la lointaine Ethiopie (construit en 1894–1917) ne causerait à *Alfred Ilg* pas seulement de la joie mais aussi des soucis, avant tout avec la France (et son associé pas toujours fiable, *Chefneux)* et cela bien au-delà de sa retraite.

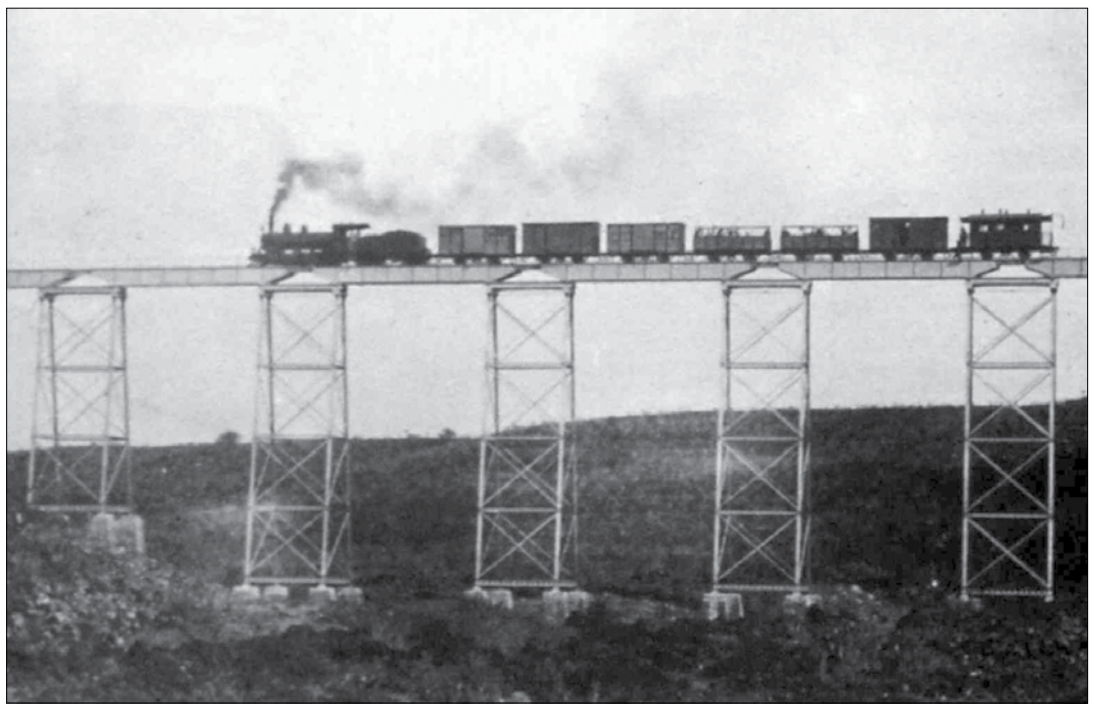
Lorsque son beau-père, le lieutenant-colonel *Neuweiler* est décédé, sa famille – Alfred Ilg avait maintenant aussi deux demi-sœurs – s'est retrouvée presque sans moyens. Il fallait donc que le jeune lycéen fasse d'abord un apprentissage de deux ans dans les ateliers mécaniques des *Frères Osterwalder* à Frauenfeld. En 1873, il a réussi son admission à l'école polytechnique, à la section de construction mécanique. Pour payer les frais d'inscription à l'université et subvenir à ses besoins, il a donné des cours particuliers et a reçu une bourse grâce à l'intervention du président du Conseil de l'école et conseiller aux Etats, *Kappeler*, qui a aidé à boucher les trous financiers. Kappeler était comme lui originaire de Frauenfeld. Malgré tout, Ilg a réussi à faire parvenir de l'argent à sa mère aussi souvent que possible.

En 1878, il a terminé ses études dans cette école polytechnique comme un des premiers Thurgoviens, et il a tout de suite trouvé un emploi comme directeur technique dans l'entreprise *Marquart* à Berne dont le propriétaire l'avait prévu comme successeur.

Afrique de l'Est

«Son projet favori, cependant, était de rompre avec les conditions un peu étroites de son pays et d'accomplir quelque chose de grand dans un pays étranger». (Keller, Ilg) Juste à ce moment-là, le roi éthiopien du Choa, *Ménélik II* de la vieille dynastie des Salomonides, cherchait un bon ingénieur européen. Celui-ci devrait corriger le retard technique de ce pays encore moyenâgeux, pour diminuer ainsi le désavantage par rapport aux puissances coloniales européennes, mais il ne pouvait pas venir d'un pays qui s'était déjà incrusté en Afrique comme puissance coloniale, ou était en train de le faire. On ne pouvait pas s'étonner du comportement de Ménélik, ce prince territorial connaissait la cupidité des Européens et il était très conscient de l'importance des sources du Nil Bleu dans le Lac Tana, dans le nord du pays. Il a chargé la société suisse *Escher et Furrer* à Aden dans le Yémen d'engager un candidat convenable. Le président du Conseil d'école de l'école polytechnique a recommandé Ilg, qui a rencontré *Furrer* en Suisse, et il a accepté le poste. Cela avait certainement aussi un rapport avec le fait que les Etats européens – Ilg en était bien conscient en tant que contemporain à la pensée analytique – se livraient un combat de plus en plus acharné pour les dernières taches blanches d'Afrique.

En 1869, le Canal du Suez avait été inauguré, planifié par l'ingénieur *Alois Negrelli*, qui avait d'ailleurs aussi construit le pont sur la Murg, menant du centre vers l'ouest de Frauenfeld. Ce sont surtout les nouveaux Etats de l'Europe, la Belgique, l'Italie et l'Allemagne, qui cherchaient à s'approprier une part du gâteau impérial, une «place au soleil», ce qui a réussi avec le Congo,



Viaduc de Holl-Holl en long du tracé de Djibouti-Dire Dawa, vers 1900.
(photo de l'ingénieur Alfred Ilg, tirée du livre «Staatsminister Alfred Ilg» de Heribert Küng)

l'Erythrée et la Somalie, ainsi qu'avec la Tanzanie; les Français (Djibouti), les Britanniques (Egypte, Soudan, Somalie britannique et Kenya) étaient déjà présents. Il n'y avait en Afrique, après 1885, plus que deux Etats indépendants: le Libéria (appelé «Firestone Country» à cause de sa production de caoutchouc et la protection des USA) sur la côte atlantique ainsi que l'Ethiopie à la «Corne» du continent, menacée dans son existence de façon permanente malgré son orientation chrétienne. Le numéro d'équilibre pour le maintien de l'indépendance liera pour le quart de siècle à venir Ménélik II et Ilg d'une façon qui sera unique entre un Ethiopien et un Suisse.

Voyage

L'Ethiopie n'était pas précisément le pays préféré d'émigration des Suisses. Cependant, il y en avait quelques-uns: le missionnaire *Waldmeyer,* le commerçant *Hess*, l'horloger *Evalet,* le peintre *Potter* ou l'ethnologue *Montandon;* mais tous sont seulement partis après qu'Alfred Ilg s'était installé dans le pays. Le jeune ingénieur s'est préparé sérieusement pour son aventure. Il s'est procuré des connaissances en topographie, a fait un cours de premiers secours et il a trouvé des collaborateurs. Des outils, des machines et ses biens personnels ont été soigneusement choisis et emballés.

En mai 1878, le voyage en train l'a mené jusqu'à Marseille, en bateau à vapeur à Port Saïd et par le Canal jusqu'à Aden, ensuite à Zeilah avec une barque à voile. Pendant quatre mois, les autorités égyptiennes de l'époque, ont fait attendre le groupe jusqu'à ce qu'au bout de quarante-cinq jours, la caravane de chameaux arrive à Ankober et reçoive du pain, du miel, des bananes et de la talla (bière). Le 1er janvier 1891, les émigrants étaient arrivés dans le chef-lieu de Choa, un mois plus tard, des cavaliers les ont amenés à Lidche pour l'audience du roi. «(Il) était assis sous un baldaquin sur une ottomane, vêtu comme tout Abyssin d'un pantalon bouffant […]. Dans les cheveux, il portait une aiguille en or représentant une couronne de la grandeur d'une noix […].» (Keller, Ilg) Un premier contact est limité à des gestes, seuls les fusils d'Ilg ont rencontré l'approbation du roi et il a exigé qu'on les lui donne. Cela n'a pas tellement plu à son nouveau conseiller. Mais Ilg a compris une chose: Ménélik ne parlait que l'amharique, donc Ilg a dû apprendre cette langue autochtone du pays. Comme il n'y avait ni enseignant ni grammaire ni dictionnaire, l'immigrant a comparé la Bible présente avec l'édition allemande et c'est ainsi qu'il s'est approprié cet idiome en quelque mois en paroles et écriture. Cela l'a rendu capable, en 1893, de découvrir les pièges du traité de Wichdale entre l'Ethiopie et l'Italie. Dans la version amharique, il était écrit que le pays pourrait demander l'aide de Rome pour des contacts diplomatiques; la version italienne, par contre, disait que le pays y était obligé. Ilg a attiré l'attention de l'empereur (depuis 1889) sur ce point. Ménélik a annulé l'accord sans délai, a immédiatement remboursé le crédit et a renvoyé l'ambassadeur *Antonelli*. L'intention italienne de créer un protectorat sur le pays avait échoué.

Homme à tout faire

Ménélik était d'avis qu'un ingénieur devait tout savoir faire: produire des chaussures, un échiquier, des cartouches, construire des ponts, assurer l'approvisionnement en eau. Introduire le téléphone et le télégraphe, installer l'éclairage électrique, frapper de la monnaie, fonder la poste et finalement aussi le chemin de fer. A part ça, la planification et la construction de la nouvelle métropole d'Addis Abeba («la nouvelle fleur») ont avancé de façon tumultueuse sous sa direction.

L'empereur était aussi négociant en gros et Ilg, sur ses ordres, achetait et vendait toutes sortes de choses: des outils, des machines, des armes, des casseroles, des peaux, de l'ivoire ou de l'or. Cela nécessitait de nombreux voyages en Suisse. La cour, d'abord à Ankober, puis sur l'Entotto et finalement à Addis, s'agrandissait continuellement, de même le territoire du pays.

A partir de 1890 ont été ajoutés au territoire initial entre Adua et Addis encore Wollega et Harar, jusqu'en 1895, Arussi, jusqu'en 1909, Ogaden, Borena et Kaffa et finalement encore Afar, dans l'est. Finalement les frontières, valables jusqu'à présent, étaient atteintes. (Biasio, Prunk). Ilg avait conseillé à l'empereur, souvent hésitant, d'occuper toutes les régions alentour qui n'étaient pas déjà réclamées par les puissances coloniales.

Ministre d'Etat

En 1889, l'empereur *Yohannes IV* était tombé à la bataille, victorieuse pour l'Ethiopie, contre le Mahdi du Soudan. Cela l'avait empêché de reconquérir l'Erythrée sur les Italiens envahisseurs. Ménélik a été couronné «Nagusa Nagast», le roi des rois. En même temps, une épizootie dévastatrice s'est déclarée et a causé une famine, ce qui a forcé le nouveau souverain à accepter le traité de Wichdale qui n'était pas seulement un traité d'amitié avec l'Italie, mais en premier lieu un accord de crédit. De cette manière, les ambitions des puissances coloniales se sont renforcées par rapport à la faiblesse de l'empire. L'Italie avait l'intention, sans vergogne, de relier l'Erythrée et la Somalie, ce qui n'aurait été possible qu'aux dépens de l'Ethiopie. En 1896, ça a commencé: le 1er mars, un corps expéditionnaire a attaqué le pays sans déclaration de guerre et a subi une défaite écrasante près d'Adua, la seule défaite jamais subie par une puissance coloniale.

Depuis des années, Ilg avait attiré l'attention de l'empereur sur ce danger. Il avait proposé une nouvelle organisation de l'armée et avait fait venir de façon prévoyante des milliers de carabines Vetterli dans le pays, bien sûr de façon illégale. Cet événement a fait sensation: un «prince nègre» avait anéanti l'armée d'un pays «civilisé». Maintenant, l'Europe comprenait pourquoi le souverain portait le «Moa Anbessa», le Lion de Judée dans ses armoiries.

Déjà en 1894, on avait confié à Ilg l'inspectorat des bâtiments et travaux publics, y compris les chemins de fer. Ménélik se faisait accompagner par Ilg comme «médecin-chef de campagne» lors de ses guerres de conquête et il lui a donné l'ordre de faire de la propagande en faveur de son pays lors de ses voyages en Suisse – Ilg est devenu ainsi le premier pionnier de la photo. En plus de ses tâches d'architecte, d'ingénieur, de commerçant, de secrétaire de l'empereur et de gentilhomme campagnard. En lieu et place d'un salaire on lui donna un domaine avec environ mille paysans. Il était bien vu parmi les Grands de l'empire, d'autant plus qu'il était d'un caractère droit.

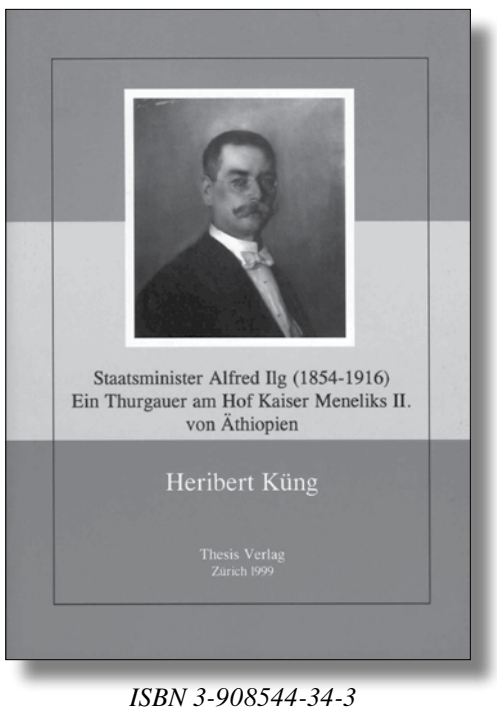
Malgré tout, la carrière de ce Suisse de l'étranger aurait atteint ainsi son point culminant, s'il n'y avait pas eu le traité de Wichdale et Adua. En 1896, il a emmené sa femme Fanny, née Gattiker, qui ne lui a pas seulement donné trois fils et une fille, mais qui était aussi une conseillère attentive. Le 27 mars 1897, en reconnaissance de ses mérites, il a été nommé «Excellence», plus tard aussi «Betweded», l'Admiré, comme unique Européen dans cette monarchie de l'Est de l'Afrique. La renommée d'Ilg, encore des années après son départ, a été attestée par le Suisse *Montandon*. A la question de savoir d'où il venait, posée par un chef des Galla, ce dernier a dit: «Ah, comme monsieur Ilg.» (Keller,Ilg)

Politique extérieure

Après 1896, le pays devait de plus en plus se soucier de sa politique extérieure. «Ménélik devait évoluer sur un parquet (diplomatique) qui ne lui était pas familier et sur lequel il n'avait pas autant d'assurance.» (Keller, Ilg). Mais il ne pouvait pas éviter les relations avec les puissances étrangères, si le pays ne voulait pas finalement devenir la dernière colonie du continent. Le Conseiller d'Etat apparaissait, comme l'ambassadeur spécial britannique *Count Gleichen* l'a noté, «… coiffé d'un bicorne, en habit et avec les décorations, une vraie surprise pour chaque nouvel arrivant. L'apparence d'Ilg était sans doute l'expression d'une profonde conviction qui ne supportait pas des choses faites à moitié; une adaptation aux mœurs pittoresques éthiopiennes lui semblait dans le meilleur des cas sensé du point de vue tactique.» (Loepfe, Ilg)

Après 1896, l'Europe avait établi des ambassades permanentes: l'une après l'autre, l'Italie, la France, la Grande-Bretagne, la Russie, l'Allemagne et parfois même les Etats-Unis ouvraient des représentations permanentes à Addis Abeba, ville qui est aujourd'hui le siège de *l'Organisation de l'Unité Africaine* (OUA). S'y ajoutaient de nombreuses missions spéciales comme par exemple une mission française avec le Comte *Guibourgère* autour de 1900, une autrichienne avec l'amiral *Höhnel* en 1905 et dans la même année une mission allemande avec le ministre *Rosen,* ensuite en 1898 encore une

Suite page 8



ISBN 3-908544-34-3

«L'école et l'EPFZ …»
suite de la page 7

française avec le Capitaine *Marchand*. La préservation de l'indépendance de l'Ethiopie s'est avérée, pour l'empereur et son seul ministre, comme un exercice permanent sur la corde raide. Ce n'était pas seulement sans arrêt des expéditions, mais aussi des délégations et des ambassadeurs temporaires qui se présentaient pour la plupart avec des intentions et des requêtes plus que douteuses. Tout ce monde devait passer par le chef du protocole Alfred Ilg – il faudrait ajouter: heureusement.

L'Italie avait obtenu en 1896 une paix clémente, négociée par Alfred Ilg: paiement d'une indemnité de guerre modeste, abandon des modifications de frontières avec l'Erythrée et libération sans condition de tous les prisonniers. L'agresseur n'a cependant jamais surmonté cette défaite. Cela s'est montré encore lors de l'agression d'un membre de la Société des Nations par un autre, *Mussolini,* en 1935/36. Les querelles frontalières entre l'Ethiopie et l'Erythrée n'ont pas pu être réglées jusqu'à nos jours. Le Soudan et l'Egypte comme anciennes colonies britanniques formulent encore aujourd'hui des prétentions sur la plus grande partie de l'eau du Nil, bien que le traité entre la Grande-Bretagne et l'Ethiopie sur cette eau ait été conclu de force au XIXe siècle. En 1898, une guerre coloniale a failli éclater entre la France et la Grande-Bretagne, lorsque leurs troupes se sont affrontées, prêtes au combat, à Fachoda, dans le sud du Soudan. Avec la devise des puissants, «de Dakar à Djibouti» et «du Cap jusqu'au Caire», ils avaient pour ainsi dire provoqué ce conflit.

Ilg a fait la seule chose possible lors de ce conflit: il a étroitement relié sa politique étrangère à celle de la France, le plus petit des voisins coloniaux dans la Corne de l'Afrique. C'était aussi la France qui détenait la société des chemins de fer. Mais l'accord tripartite de l'année 1906 entre la Grande-Bretagne, la France et l'Italie (qui devait jouer un grand rôle lors de la guerre d'Abyssinie en 1935/36) a aussi détruit cette marge de manœuvre. Le territoire de l'Ethiopie était trop intéressant pour les puissances coloniales européennes.

Résignation

«Dans les activités d'Ilg comme ministre à tout faire, des faiblesses se sont manifestées dès le début. D'abord ce super-ministère sans compétences clairement définies […] a entraîné un gros volume de travail. Ensuite il y avait le comportement parfois indécis de l'autocrate Ménélik et les intrigues incessantes des diplomates rivalisant entre eux.» (Küng/Ilg)

Les points importants de l'activité d'Ilg comme ministre d'Etat pendant une décennie concernaient d'abord la sauvegarde de l'indépendance, ensuite l'agrandissement et la consolidation du nouvel empire et finalement l'aménagement de l'économie nationale (économie de l'eau, économie de l'agriculture et des forêts – plus que 5% de la surface sont aujourd'hui boisés).

L'empereur vieillissant et gravement malade devenait de plus en plus un partenaire difficile dans des négociations. Au plus tard dès 1903, Ilg a dû se rendre compte que des changements survenaient dans la personnalité du monarque. Sa force intellectuelle faiblissait, lors de négociations importantes il se montrait fatigué et déconcentré. Et pourtant il était toujours l'interlocuteur le plus important pour Ilg. Des princes comme *Gobena, Makonnen* ou *Wolde* avaient toujours joué un rôle de moindre importance pour les décisions importantes du pays. En mars 1906, le ministre d'Etat a fait le voyage vers la Suisse en compagnie de toute sa famille, avec la décision ferme de retourner tout au plus encore pour deux ans en Afrique de l'Est. En février 1907, l'empereur a télégraphié à Ilg qu'il devait venir tout de suite en raison d'ambiguïtés dans les affaires du chemin de fer. Mais en même temps, il a confisqué son domaine, sur les conseils du chargé d'affaires britannique. «Là où Ilg avait semé, la diplomatie européenne (qui se considérait comme une diplomatie secrète) cherchait à récolter.» (NZZ du 16/1/1916, nécrologie d'Ilg)

Ilg a tiré ses conséquences, il a démissionné officiellement le 5 octobre 1907 et ne s'est plus laissé persuader par la prière renouvelée de l'empereur, bien qu'il ait été prévu comme son représentant en Europe.

A la place du super-ministre Alfred Ilg, *Ménélik II* a nommé un cabinet de neuf ministres, issus ni du clan de l'empereur, ni ayant l'expérience du gouvernement. Ilg était désillusionné et lorsqu'en 1913 l'empereur est mort, Ilg est tombé malade d'une maladie cardiaque à laquelle il a succombé le 7 janvier 1916. Il n'a plus visité le pays qui avait été le théâtre de ses activités pendant des décennies.

Hommage

Sans doute Alfred Ilg a été au tournant du XIXe au XXe siècle le Thurgovien le plus connu et un des premiers Suisses à l'étranger: la personne de confiance d'un souverain qui, de son côté, a été reconnu en Europe comme l'Africain le plus important de son époque. «Deux natures à beaucoup d'égards semblables et se complétant […] ont été pendant des décennies les éléments dirigeants qui dominaient le cours des choses […].» (Keller, Ilg) Si on pouvait reprocher à l'empereur d'avoir parfois préféré les intérêts pécuniaires à l'amitié, on devrait dire le contraire d'Ilg. Avec de tels critères, des voix adverses moins désintéressées comme celle des diplomates ne pouvaient pas manquer – l'Italien *Ciccodiccola,* le Britannique *Harrington,* le Français *Lagarde* ou le Russe *Leontieff.* (Küng, Ilg).

L'ingénieur mécanicien avait amené la technique et l'organisation en Ethiopie et a rapporté en Suisse des outils, des armes, des parures, des artéfacts de l'art sacré, qui, aujourd'hui, sont pour la plupart gardés au Musée d'ethnologie de Zurich. Dans de nombreuses conférences et publications, il a essayé de faire connaître aux Suisses le pays de son activité. Sans doute un homme droit, honnête comme père, ingénieur, ami, politicien et véritablement visionnaire. Au XVIe siècle on l'aurait sans doute appelé à juste titre un «uomo universale». Cependant ces qualités ne lui ont pas épargné une déception profonde après ses adieux. Le nouvelles d'Ethiopie ont dû le faire souffrir: la progression de la maladie de l'empereur, l'insécurité en ce qui concernait son successeur (son petit-fils *Yasu* a déjà été destitué en 1919; son successeur *Ras Tihri* et futur et dernier empereur *Hailé Sélassié Ier* qu'il avait encore connu comme enfant) et l'effondrement du système de la politique extérieure qu'il avait construite.

Pour un historien, ce n'est pas sans danger d'employer des phrases hypothétiques. Mais permettez-moi à la fin ceci:

– L'abandon en 1906 n'était-il pas trop précipité?
– N'aurait-il pas pu trouver un modus vivendi avec les Grands du pays qu'il connaissait tous, pour empêcher l'isolement menaçant au milieu de puissances coloniales plus ou moins agressives?
– Son départ au milieu de violentes turbulences a-t-il été sa seule faute politique importante?

Mais au plus tard ici, l'historien et biographe se voit rattrapé par les faits:

De l'histoire d'un pays et d'une vie d'un des protagonistes on peut bien apprendre quelque chose – si on veut –, mais les deux restent à la fin invariables. (Küng, Ilg) •

(Traduction *Horizons et débats*)

Bibliographie

Biasio Elisabeth: *Prunk und Pracht am Hof Meneliks. Alfred Ilgs Äthiopien um 1900,* Zurich 2004

Keller Konrad: *Alfred Ilg – Sein Leben und sein Wirken,* Frauenfeld 1918

Küng Heribert: *Staatsminister Alfred Ilg – Ein Thurgauer am Hof Kaiser Meneliks II. in Äthiopien,* Zurich 1999

Küng Heribert: *Äthiopien – Land mit Kultur und Natur* (Broschüre), Frauenfeld 2007

Loepfe Hans: *Alfred Ilg und die äthiopische Eisenbahn,* Zurich 1974

Illustrations: Elisbeth Biasio: *Prunk und Pracht am Hofe Meneliks, Alfred Ilgs Äthiopien um 1900*

Heribert Küng, Föhrenweg 11, CH-8500 Frauenfeld (+41 52 721 50 07)

Adresse de contact: Société Alfred Ilg, Haus zur Baliere, Balierestr. 28, Case postale, 8501 Frauenfeld

«Comment poser les bases …»
suite de la page 6

faut beaucoup d'habileté, les enfants font toujours des fautes où ils perdent le fil de leur réflexion en plaçant les palettes. Les présentations changeant sans cesse empêchent l'élève de gagner une certaine sûreté dans les opérations. Le jeu est primordial, tandis que le développement systématique d'un problème est relégué au second plan. La table de multiplication est surtout déduite grâce à des calculs clé et des rapports traversants. Les séries ne sont plus comprises selon leur rapport intérieur. En revanche, on fait de la gymnastique entre les séries et l'on passe beaucoup de temps avec des jeux de réflexion fascinants. Le manuel veut offrir beaucoup de distraction et différents accès: Il y a pour tout le monde quelque chose et de tout un brin, mais rien n'est développé pas à pas afin qu'on puisse construire quelque chose là-dessus.

Il faut pourtant mentionner un aspect positif du manuel «logisch»: c'est le principe de «la responsabilité individuelle pour ses propres études» que les auteurs soulignent. En effet, c'est dans ce domaine-là qu'on pourrait de nos jours faire plus confiance aux enfants et aux jeunes et exiger davantage d'eux. Pour cela on peut judicieusement employer les cartes d'exercices fournies par le manuel «logisch». Somme toute, le matériel d'accompagnement de «logisch» serait absolument utile, si le manuel avait une structure systématique que les enfants peuvent comprendre. Le CD-ROM fourni avec le manuel pourrait également être utile à l'entraînement autonome et les contrôles de connaissances pourraient être employés de façon qu'ils fassent progresser les élèves.

Des enseignants responsables à la recherche d'autres moyens

Qu'on n'apprenne pas vraiment les mathématiques avec les méthodes promulguées dans les manuels récents, se manifeste également dans le fait que beaucoup de professeurs sont occupés pendant des heures à créer quelque chose d'utilisable. Cela veut dire qu'ils laissent tomber des parties tout en recourant à l'ancien matériel qui a fait ses preuves. C'est pourquoi ils donnent plus de temps aux élèves pour exercer les additions et les soustractions jusqu'à vingt et ils laissent tomber les discussions des différentes stratégies pour résoudre un problème que le manuel propose. Tout ceci pour ne pas inutilement déconcerter les enfants.

> La science des mathématiques est une professeur merveilleuse à enseigner l'art de structurer les pensées, à supprimer la bêtise et à éclaircir les choses.
>
> *Jean-Henri Fabre (1823–1915)*
>
> Je répute presque pour faux tout ce qui n'est que vraisemblable.
>
> *René Descartes (1596–1656)*
>
> Les mathématiques telles qu'on les pratique aujourd'hui dans la recherche et dans ses applications représentent une des réalisations culturelles les plus magnifiques de l'humanité.
>
> *un professeur de mathématiques engagé*

Malgré les manuels mal structurés, les enseignants engagés essayent d'introduire une systématique dans leurs cours. Ils intègrent de nouvelles idées et méthodes et s'usent souvent pour répondre aux revendications venant de tous les côtés. Des manuels bien structurés leur permettraient de se vouer de nouveau à leur tâche pédagogique avec les élèves et de mener tous les élèves de l'école primaire aux buts d'enseignement déterminés par le plan d'études.

A propos de la formation des professeurs

L'aggravation de l'évolution déclenchée par les «nouveaux mathématiques» revêt encore d'autres aspects. La formation des professeurs a changé parallèlement aux manuels. L'ancienne école normale orientée vers la pratique a été transformée en Haute école pédagogique – Bologne vous donne le bonjour … Ainsi on a supprimé l'instituteur comme généraliste qui enseignait toutes les matières. Il devait juste encore se concentrer sur quelques matières particulières. C'était rendre un mauvais service aux pédagogues. Désormais, le maître principal n'était plus le seul responsable d'une classe. Différents enseignants qualifiés enseignaient dans plusieurs classes; ceci ne morcelait pas seulement l'enseignement, mais procurait aussi des nuits blanches aux coordinateurs des emplois du temps. Ce faisant on a affaibli de manière sensible l'élément le plus fort de l'école, c'est-à-dire la bonne relation entre l'élève et l'enseignant. Par conséquent, la confiance comme base de la condition la plus importante du processus d'apprentissage s'est rétrécie. Le manque de responsabilité de la part des instituteurs, qui comme enseignants qualifiés ne se sentent responsables ni d'un enfant en particulier ni du progrès en général de toute la classe, est une autre raison importante de la baisse des résultats des élèves.

Nouvelles méthodes d'enseignement

En même temps, les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage se sont imposées: on a massivement décrié l'enseignement en classe – dans ce type d'enseignement l'instituteur accompagne chaque élève de manière différenciée et il les encourage tout en leur demandant beaucoup – comme «enseignement frontal» comme si l'enseignant était l'adversaire des élèves. Travailler en groupe ou avec un partenaire était «à la mode» et on était tout à fait dans la ligne si l'on travaillait avec un plan de travail hebdomadaire, en atelier, en favorisant l'individualisation totale et l'apprentissage par problème; peu importent les noms de toutes ces nouvelles méthodes. Mais on n'a pas laissé au hasard si un enseignant les appliquait ou non. On a «travaillé» les instituteurs dans des modules de formation continue, et par le biais des évaluations du personnel on les a obligés à utiliser ces nouvelles méthodes. On a également recommandé la démission aux bons instituteurs qui, pour des raisons pédagogiques et bien réfléchies, ne voulaient pas surfer sur la vague des réformes. La sélection s'achève déjà lors de l'engagement d'un instituteur: selon les exigences actuelles, un nouvel instituteur doit convenir au «climat de l'école». Mais beaucoup de bons instituteurs engagés en avaient «ras le bol», et ont quitté leur profession bien aimée, ou bien ont pris et prennent une retraite anticipée. Ce n'est vraiment pas par hasard que la direction de l'éducation du Canton de Zurich envoie la lettre suivante aux enseignants qui se retirent: «Enquête sur la démission – on vous demande votre opinion honnête».

Bilan et perspectives

Les manuels de Kriszten furent mis en œuvre à partir de 1978. C'est donc à partir de 1990 que les premiers élèves, formés d'après ces méthodes, devaient faire le choix de leurs études – c'est durant les mêmes années que les options pour les filières de mathématiques et de sciences commencèrent à diminuer. Les manuels de Hohl pouvaient corriger quelques erreurs, depuis 1995 – mais pas toutes. Il faut ajouter qu'avec les nouvelles méthodes d'enseignement, l'engagement au travail des élèves diminuait. Vu que l'option pour une matière MINT ne demande pas seulement de l'intérêt pour la matière, mais aussi un engagement accru, il faut se poser la question si dans les années à venir, quand ces élèves vont devoir faire leur choix, il y aura un changement de tendance. Avec le nouveau matériel pédagogique, récemment mis en œuvre, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée se renforcera massivement, à moins qu'on ne revienne aux aptitudes fondamentales qu'il faut apprendre aux élèves et à la façon dont il faut les apprendre aux enfants, afin que ceux-ci puissent éprouver de l'intérêt et de la joie pour ces matières.

Des évolutions négatives peuvent être analysées consciencieusement et on peut en déduire les conséquences pour la théorie et la pratique futures. C'est aussi valable dans notre système scolaire et là spécialement dans cette matière fondamentale que sont les mathématiques. Il y a des expériences mondialement connues décrivant ce qui mène à la réflexion logique, au plaisir et à l'intérêt pour les matières mathématiques, scientifiques et techniques. Nos facultés pédagogiques doivent enfin reconnaître ces acquis et en tirer les conséquences. Ni nos jeunes enseignants, ni nos enfants et adolescents ne doivent être utilisés pour des expériences dont les conséquences catastrophiques sont connues depuis des années en Angleterre ou même saisissables en Allemagne. •

* * *

Horizons et débats va poursuivre cette série d'articles où nous allons analyser les possibilités d'un enseignement bien structuré.